ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 12 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1962	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 189

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4273

Περὶ κυρώσεως τοῦ ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ ὑπογραφέντος πρωτοκόλλου ἀφορῶντος εἰς τὸν περιορισμὸν καὶ τὸν διακανονισμὸν τῆς καλλιεργείας τῆς ὑπνοφόρου μήκωνος, τὴν παραγωγήν, τὸ διεθνὲς καὶ χονδρικὸν ἐμπόριον καὶ τὴν χρῆσιν τοῦ ὀπίου.

ΠΑΥΛΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 6 Νοεμβρίου 1962 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον Μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου τὸ ἀπὸ 23-6-1953 ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ ὑπογραφὲν πρωτόκολλον, οὗτινος τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει περὶ περιορισμοῦ καὶ διακανονισμοῦ τῆς καλλιεργείας τῆς ὑπνοφόρου μήκωνος, τῆς παραγωγῆς τοῦ διεθνοῦς καὶ χονδρικοῦ ἐμπορίου καὶ τῆς χρήσεως τοῦ ὀπίου.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Νοεμβρίου 1962

ΠΑΥΛΟΣ

Β.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
Κ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
Π. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ, Ε. ΑΒΕΡΩΦ—ΤΟΣΙΤΣΑΣ, Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΓΡ. ΚΑΣΙΜΑΤΗΣ, ΣΠ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ, Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, Α. ΜΠΟΥΡΝΙΑΣ, Δ. ΒΡΑΝΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ, Α. ΣΤΡΑΤΟΣ, Κ. Μ. ΧΡΥΣΑΝΘΟΠΟΥΛΟΣ, Δ. ΜΑΚΡΗΣ, Ι. ΜΠΟΥΤΟΣ, Δ. ΔΑΒΑΚΗΣ, Δ. ΑΛΙΠΡΑΝΤΗΣ, ΑΘ. ΤΑΛΙΑΔΟΥΡΟΣ, Π. ΣΤΑΥΡΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΨΑΡΡΕΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Νοεμβρίου 1962

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Κ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ

PROTOCOLE VISANT A LIMITER ET A REGLEMENTER LA CULTURE DU PAVOT, AINSI QUE LA PRODUCTION, LE COMMERCE INTERNATIONAL, LE COMMERCE DE GROS ET L'EMPLOI DE L'OPIUM.

PREAMBULE

Résolues à poursuivre leurs efforts pour lutter contre la toxicomanie et le trafic illicite des stupéfiants et conscientes que seule une étroite coopération entre tous les Etats peut permettre à ces efforts d'atteindreder leur but,

Rappelant que, par la voie, d'instruments internationaux, des efforts ont été déployés en vue de la réalisation d'un système efficace de contrôle des stupéfiants et mues par le désir de renforcer ce contrôle sur les plans national et international.

Considérant, toutefois, qu'il est indispensable de limiter aux besoins médicaux et scientifiques et de réglementer la production des matières premières à partir desquelles il est obtenu des drogues stupéfiantes naturelles, et constatant que les problèmes les plus urgents sont ceux du contrôle de la culture du pavot, et de la production de l'opium,

Les Parties contractantes,

Ayant décidé de conclure un protocole à ces fins,

Sont convenues des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

Définitions

Article Prémier

Définitions

Sauf indication contraire, soit expresse, soit du contexte, les définitions ci-après s'appliquent aux dispositions du présent Protocole. On entend :

Par «Convention de 1925», la Convention internationale de l'opium signée à Genève le 19 février 1925 et amendée par le Protocoloe du 11 décembre 1946 ;

Par «Convention de 1931», la Convention pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, signée à Genève le 13 juillet 1931 et amendée par le protocole du 11 décembre 1946 ;

Par «Comité», le Comité central permanent créé en vertu de l'article 19 de la Convention de 1925;

Par «Organe de contrôle», l'Organe de contrôle créé en vertu de l'article 5 de la Convention de 1931;

Par «Commission», la Commission des stupéfiants du Conseil économique et social des Nations Unies;

Par «Conseil», le Conseil économique et social des Nations Unies;

Par «Secrétaire général», le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies;

Par «pavot», la plante Papaver somniferum L., et toute autre plante de l'espèce Papaver qui permettrait la production de l'opium;

Par «paille de pavot», toutes les parties du pavot (à l'exception des graines) dont, après le fauchage du pavot, on peut extraire des stupéfiants;

Par «opium», le latex épaissi du pavot, quelle que soit sa forme, y compris l'opium brut, l'opium médicinal et l'opium préparé, à l'exclusion des préparations galéniques;

Par «production», l'opération qui consiste à cultiver le pavot en vue de récolter de l'opium;

Par «stocks», la quantité totale d'opium détenue légalement sur le territoire d'un Etat donné, à l'exclusion : 1) des quantités détenues par les pharmaciens détaillants et par les institutions ou les personnes compétentes dans l'exercice licite de leurs fonctions thérapeutiques ou scientifiques, et 2) des quantités détenues par le gouvernement de cet Etat, ou se trouvant sous sa surveillance, et destinées à des usages militaires;

Par «territoire», toute partie d'un Etat donné qui est traitée comme une entité distincte pour l'application du système de certificats d'importation et d'autorisation d'exportation prévu par la Convention de 1925;

Par «exportation», ou «importation», dans leur acception respective, le transfert matériel d'opium d'un Etat donné à un autre Etat ou d'un territoire donné d' un Etat à un autre territoire du même Etat.

CHAPITRE II

REGLEMENTATION DE LA PRODUCTION, DU COMMERCE ET DE L'EMPLOI DE L'OPIUM

Article 2

Emploi de l'opium

Les Parties doivent limiter l'emploi de l'opium aux seuls besoins médicaux et scientifiques.

Article 3

Contrôle dans les Etats producteurs

Dans le but de contrôler la production, le commerce et l'emploi de l'opium :

1. Tout Etat producteur doit établir, s'il ne l'a déjà fait, et maintenir un ou plusieurs organismes d'Etat spécialisés (désignés ci-après dans le présent article par le terme Organisme) afin d'accomplir les fonctions qui lui, ou leur, sont dévolues dans le présent article. Les fonctions visées aux paragraphes 2 à 6 du présent article doivent être exécutées par un seul organisme si la Constitution de l'Etat intéressé le permet.

2. La production doit être limitée à des régions désignées par l'Organisme ou, le cas échéant, par les autorités gouvernementales compétentes.

3. Les cultivateurs détenteurs d'une licence délivrée par l'Organisme ou, le cas échéant, par les autorités gouvernementales compétentes sont seuls autorisés à se livrer à la production.

4. Toute licence doit spécifier la superficie du terrain sur lequel la culture du pavot est autorisée.

5. Tout cultivateur de pavot doit être requis de livrer la totalité de sa récolte d'opium à l'Organisme. L' Organisme doit acheter la récolte et en prendre matériellement possession dès que possible.

6. L'Organisme ou, le cas échéant, les autorités gouvernementales compétentes auront seuls le droit d'importer, d'exporter, de se livrer au commerce du gros de l'opium et de conserver des stocks d'opium, à l'exception des stocks détenus par des fabriquants autorisés à fabriquer des alcaloïdes à partir de l'opium.

7. Aucune disposition du présent article ne doit être considérée comme permettant dérogation aux obligations déjà contractées et aux lois promulguées par une Partie, conformément aux Conventions existantes relatives au contrôle de la culture du pavot.

Article 4

Contrôle de la culture du pavot destinée à des fins autres que la récolte de l'opium

Toute Partie qui autorise la culture et l'utilisation du papot à des fins autres que la production de l'opium, que cette Partie permette ou non la production de l' opium, s'engage :

a) A promulguer toute loi ou tout règlement nécessaire en vue d'assurer :

i) Que les pavots cultivés à des fins autres que la production de l'opium ne serviront pas à produire de l'opium;

ii) Que la fabrication de substances stupéfiantes à partir de la paille de pavot sera contrôlée de façon adéquate;

b) A communiquer au Secrétaire général le texte de toute loi ou de tout règlement promulgué à cette fin; et

c) A communiquer chaque année au Comité, à la date fixée par ce dernier, les statistiques des importations et des exportations de paille de pavot effectuées, à quelque fin que ce soit, au cours de l'année précédente.

Article 5

Limitation des stocks

En vue de limiter aux besoins médicaux et scientifiques la quantité d'opium produite dans le monde :

1. Les Parties doivent réglementer la production, l'exportation et l'importation de l'opium de telle ma-

nière que les stocks détenus par toute Partie au 31 décembre de chaque année ne dépassent pas :

a) Pour tout Etat producteur énuméré à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6, la somme totale de la quantité d'opium exportée par cet Etat à des fins médicales ou scientifiques et de la quantité d'opium utilisée à l'intérieur de cet Etat pour la fabrication d'alcaloïdes au cours de deux années, quelles qu'elles soient, plus la moitié de la quantité totale utilisée pour la fabrication d'alcaloïdes et de celle exportée pour une autre année quelle qu'elle soit, lesdites années étant désignées par cette Partie sous réserve qu'elles soient postérieures au 1er janvier 1946. Ladite Partie sera en droit de désigner des périodes différentes pour le calcul des quantités exportées et pour celui des quantités utilisées.

b) Pour toute Partie autre que celle visée à l'alinéa a du présent paragraphe qui, compte tenu des dispositions des Conventions de 1925 et de 1931 pour autant qu'elles sont applicables à cette Partie, permet la fabrication d'alcaloïdes, ses besoins normaux pour une période de deux ans. Le montant de ces besoins est fixé par le Comité;

c) Pour toute autre Partie, le montant total de l'opium consommé au cours des cinq années précédentes.

2. a) Si un des Etats producteurs visés à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article décide de cesser d'être producteur d'opium pour l'exportation et souhaite ne plus être inclus dans la cetégorie d'Etat producteur établie par l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6, il doit adresser au Comité une déclaration à cet effet au moment où la prochaine notification annuelle devrait être effectuée conformément à l'alinéa b du paragraphe 3 du présent article. A partir du moment où elle formule une telle déclaration, la Partie auteur de celle-ci n'est plus censée faire partie des Etats mentionnés à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6 et elle ne sera plus admis à en faire partie à l'avenir. Dès reçu de cette déclaration, le Comité inscrit, selon le cas, la Partie intéressée dans l'une ou l'autre des catégories prévues par les alinéas b ou c du paragraphe 1 et en adresse notification à toutes les autres Parties au présent Protocole. Aux fins du présent Protocole tout changement de catégorie prend effet à la date de la notification du Comité;

b) La procédure définie à l'alinéa précédent est applicable à toute déclaration présentée par une Partie désireuse de se voir transférée de la catégorie prévue à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article à celle que vise l'alinéa c du même paragraphe ou vice versa, étant entendu, toutefois, que dans ce cas la Partie en question peut, sur sa demande, être réadmise dans la catégorie à laquelle elle appartenait précédemment.

3. a) Les quantités d'opium stipulées aux alinéas a et c du paragraphe 1 du présent article sont calculées sur la base des statistiques arrêtées par le Comité dans ses rapports annuels, y compris celles de la période prenant fin au 31 décembre de l'année précédente telles qu'elles sont publiées ultérieurement ;

b) Toute Partie à laquelle s'appliquent les alinéas a ou b du paragraphe 1 du présent article doit notifier chaque année au Comité, selon le cas:

i) Les périodes de référence qu'elle a choisies conformément à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, ou

ii) La quantité d'opium qu'elle désire voir considérer le Comité comme représentant ses besoins normaux pour l'application de l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article;

c) La notification prévue à l'alinéa précédent doit parvenir au Comité au plus tard le premier jour du mois d'août de l'année qui précède la date à laquelle cette notification se rapporte;

d) Si une Partie qui est tenue d'adresser une des notifications prévues à l'alinéa b du présent paragraphe ne l'a pas fait à la date prévue, le Comité doit, sous réserve des dispositions de l'alinéa ci-après, adopter les données contenues dans la dernière notification pertinente effectuée par cette Partie. Si le Comité ne reçoit de la Partie en cause aucune notification pertinente, il doit, selon le cas et sans consulter de nouveau cette Partie, mais en tenant dûment compte des renseignements dont il dispose, des buts du présent Protocole et des intérêts de ladite Partie;

i) Choisir les périodes de référence visées à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, ou

ii) Fixer la quantité représentant les besoins normaux visés à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article;

e) Si le Comité reçoit une notification à une date postérieure à celle qui est fixée à l'alinéa c du présent paragraphe, il peut agir comme si cette notification lui était parvenue en temps voulu;

f) Le Comité notifie chaque année:

i) A toute Partie visée à l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, quelles sont les années de référence choisies en conformité soit dudit alinéa soit des alinéas d et e du paragraphe 3 du présent article;

ii) A toute Partie visée à l'alinéa b du paragraphe 1 du présent article, quelle est la quantité d'opium qu'en conformité dudit alinéa il considère comme représentant les besoins normaux de cette Partie;

g) Le Comité envoie les notifications visées à l'alinéa f du présent paragraphe au plus tard le 15 décembre de l'année qui précède la date à laquelle se rapportent les renseignements qu'elles contiennent.

4. a) En ce qui concerne les Etats parties au présent Protocole à la date de son entrée en vigueur les dispositions du paragraphe 1 du présent article prennent effet à la date du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle le Protocolle est entré en vigueur;

b) En ce qui concerne tout autre Etat, les dispositions du paragraphe 1 du présent article prennent effet à dater du 31 décembre de l'année suivant celle au cours de laquelle l'Etat en question est devenu partie au Protocole.

5. a) Si le Comité estime que les circonstances sont exceptionnelles, il peut, sous les conditions et pour la période de temps qu'il détermine, dispenser une Partie d'observer les obligations prévues par le paragraphe 1 du présent article en ce qui concerne le niveau maximum des stocks d'opium;

b) S'il existe lors de l'entrée en vigueur du présent Protocole dans un Etat producteur visé à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6 des stocks d'opium dépassant le niveau maximum autorisé par l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article, le Comité à sa discrétion, doit tenir compte de cet état de choses pour éviter que l'Etat en question ne subisse les difficultés économiques qu'entraînerait une réduction trop rapide des stocks d'opium au niveau maximum prescrit par l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article.

Article 6.

Commerce international de l'opium

1. Les Parties s'engagent à limiter l'importation et l'exportation de l'opium aux seuls besoins médicaux et scientifiques.

2. a) Sans qu'il soit par là dérogé aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 7, les Parties s'engagent à ne pas permettre l'exportation et l'importation d'opium autre que l'opium produit dans l'un quelconque des Etats ci-après qui, au moment où s'effectuera l'importation ou l'exportation considérée, sera partie au présent Protocole :

Bulgarie,
Grèce,
Inde,
Iran,

Turquie,
Union des Republiques socialistes soviétiques,
Yougoslavie;

b) Les Parties s'engagent à ne pas permettre l'importation de l'opium en provenance d'un Etat quelconque qui n'est pas partie au présent Protocole.

3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa a du paragraphe 2 du présent article, toute Partie peut autoriser, exclusivement pour sa consommation intérieure et sans dépasser les besoins d'une année, l'importation et l'exportation, s'effectuant entre ses territoires, d'opium produit dans un de ces territoires.

4. Les Parties doivent appliquer aux importations et aux exportations d'opium le système de certificats d'importation et d'autorisations d'exportation prévu par le chapitre V de la Convention de 1925, sous réserve que l'article 18 de cette dernière sera inapplicable. Il sera néanmoins loisible à une Partie d'imposer relativement à ses importations et à ses exportations d'opium des conditions plus restrictives que celles stipulées par le chapitre V de la Convention de 1925.

Article 7.

Disposition de l'opium saisi

1. Sauf s'il en set disposé autrement dans le présent article, tout opium saisi lors de transactions illicites doit être détruit.

2. Toute Partie a le droit de faire transformer, sous son contrôle, en totalité ou en partie, en substances non stupéfiantes, les stupéfiants contenus dans l'opium saisi, ou a le droit de réserver, en totalité ou en partie, cet opium et les alcaloides qui peuvent être fabriqués à partir de cet opium, à telles utilisations d'ordre médical ou scientifique que le gouvernement pourra en faire, ou qui pourront en être faites sous son contrôle.

3. Tout Etat producteur énuméré à l'alinéa a du paragraphe 2 de l'article 6 et qui est partie au présent Protocole a le droit de consommer et d'exporter l'opium saisi dans son pays ou les alcaloides fabriqués à partir de cet opium.

4. L'opium saisi et qui pourra être identifié comme dérobé d'un entrepôt d'Etat ou autre entrepôt licite peut être restitué à son propriétaire.

5. Toute Partie qui ne permet sur son territoire ni la production de l'opium ni la fabrication l'alcaloïdes de l'opium peut, dès qu'elle a obtenu l'autorisation du Comité, exporter, vers le territoire d'une Partie qui fabrique des alcaloïdes de l'opium, une quantité déterminée d'opium que ses propres autorités ont saisi, afin d'obtenir, en contrepartie, des alcaloïdes de l'opium, ou des drogues contenant des alcaloïdes de l'opium, ou encore afin de faire extraire ces alcaloïdes pour ses propres besoins médicaux ou scientifiques. Toutefois, la quantité d'opium ainsi exportée pour une année donnée ne pourra être supérieure à la quantité équivalant, en opium, aux besoins annuels de la Partie exportatrice tant en opium médicinul qu'en drogues contenant de l'opium ou des alcaloïdes de l'opium; la quantité en excédent devra être détruite.

CHAPITRE III

Renseignements a Fournir par les Gouvernements

Article 8.

Evaluations

1. D'une façon analogue à ce qu'a prévu pour les «drogues» la Convention de 1931, chaque Partie doit faire parvenir au Comité des évaluations pour l'année suivante concernant chacun de ses territoires et portant *sur :*

a) La quantité d'opium requise pour être utilisée comme telle pour les besoins médicaux et scientifiques, y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations exonérées conformément à l'article 8 de la Convention de 1925;

b) La Quantité d'opium requise pour la fabrication d'alcaloïdes;

c) Les stocks qu'elle a l'intention de maintenir, compte tenu des dispositions de l'article 5, et la quantité d'opium qu'il est nécessaire d'ajouter ou de retrancher aux stocks existants pour les porter au niveau voulu;

d) Les quantités d'opium qu'elle a l'intention soit d'ajouter aux stocks qu'elle peut avoir constitués à des fins militaires, soit de retrancher desdits stocks en vue de les mettre dans le commerce licite.

2. Par total des évaluations pour chaque pays ou territoire en entend la somme des quantités spécifiées aux alinéas a et b du paragraphe précédent, augmentée de la quantité nécessaire pour porter les stocks visés aux alinéas c et d du même paragraphe au niveau voulu, ou diminuée de la fraction de ces stocks qui dépasserait ce niveau. Toutefois, il ne doit être tenu compte de ces augmentations et diminutions que pour autant que les Parties intéressées auront fait parvenir en temps voulu au Comité les évaluations nécessaires.

3. Chaque Partie qui autorise la production de l'opium doit faire parvenir chaque année au Comité pour chacun de ses territoires une évaluation de la superficie (en hectares), indiquée aussi exactement que possible, sur laquelle se propose de cultiver du puvot en vue de récolter de l'opium, et des évaluations approximatives de la quantité d'opium à récolter basées sur le rendement moyen au cours des cinq années qui précèdent. Si la culture du pavot à cette fin est autorisée dans plus d'une région, ces renseignements doivent être fournis séparément pour chaque région.

4. a) Les évaluations prévus aux paragraphes 1 et 3 du présent article doivent être établies selon le modèle qui est prescrit de temps à autre par le Comité.

b) Chaque évaluation doit être envoyée au Comité de manière à lui parvenir pour la date qu'il a prescrite. La date fixée peut ne pas être la même pour les évaluations visées au paragraphe 1 du présent article et pour celles visées au paragraphe 3. Le Comité, tenant compte des dates différentes auxquelles a lieu la récolte de l'opium, peut aussi fixer des dates différentes pour les évaluations que les Parties doivent fournir en vertu du paragraphe 3 du présent article.

5. Chaque évaluation doit être accompagnée d'un exposé de la méthode employée pour l'établir et pour calculer les différentes quantités qui y sont inscrites.

6. Les Parties peuvent fournir des évaluations supplémentaires, diminuant ou augmentant les évaluations primitives; ces évaluations supplémentaires doivent être envoyées promptement au Comité avec l'explication des raisons des modifications apportées. A l'exception de l'alinéa b du paragraphe 4 ainsi que du paragraphe 9, les dispositions du présent article s'appliquent à ces évaluations supplémentaires.

7. Les évaluations doivent être examinées par l'Organe de contrôle, lequel peut demander toute indication ou précision supplémentaire pour compléter une évaluation ou pour expliquer toute indication qui y figure, et peut modifier, avec le consentement du gouvernement intéréssé, ces évaluations.

8. Le Comité doit demander, pour les pays ou territoires auxquels le présent Protocole ne s'applique pas, des évaluations établies conformément aux dispositions du présent Protocole.

9. Si, pour tout pays ou pour tout territoire, des évaluations ne parviennent pas au Comité à la date fixée par celui-ci conformément à l'alinéa b du paragraphe 4 du présent article, ces évaluations doivent être établies, autant que faire se pourra, par l'Organe de contôle.

10. Les évaluations prévues au patragraph 1, y compris les évaluations établies par l'Organe de contrôle conformément au paragraphe 9 du présent article, ne doivent pas être dépassées par les Parties tant qu'elles n'auront pas été amendées, le cas échéant, par des évaluations supplémentaires.

11. S'il ressort des relevés des importations et des

exportations adressés au Comité en vertu de l'article 9 du présent Protocole ou de l'article 22 de la Convention de 1925 que la quantité d'opium exportée à destination d'un pays ou terrotoire quelconque dépasse le total des évaluations définies au paragraph 2 du présent article pour ce pays ou ce terrotoire, augmenté de ses exportations constatées, le Comité doit en aviser immédiatement toutes les Parties. Celles-ci ne pourront plus autoriser, pendant l'année en question, aucune nouvelle exportation à destination dudit pays ou territoire, sauf :

a) Dans le cas où une évaluation supplémentaire sera fournie pour ce pays ou territoire, en ce qui concerne à la fois toute quantité importée en excédent et la quantité supplémentaire requise, ou

b) Dans les cas exceptionnels où l'exportation est, de l'avis de la Partie exportatrice, enssentielle aux intérêts de l'humanité ou au traitement des malades.

Article 9.

Statistiques

1. Les Parties doivent fournir au Comité pour chacun de leurs territoires :

a) Le 31 mars au plus tard des statistiques, portant sur l'année précédente, indiquant :

i) La superficie cultivée en pavots aux fins de récolter de l'opium et la quantité d'opium qui a été récoltée;

ii) La quantité d'opium consommée, c'est-à-dire les quantités d'opium soit livrées au commerce de détail, soit remises, en vue d'être dispensées ou administrées, à des hôpitaux ou à des personnes compétantes et dûment autorisées dans l'excercice de leurs fonctions médicales ;

iii) La quantité d'opium employée pour la fabrication d'alcaloïdes ou de préparations opiacées, y compris la quantité requise pour la fabrication des préparations pour l'exportation desquelles les autorisations d'exportation ne sont pas requises, que ces préparations soient destinées à la consommation intérieure ou à l'exportation, le tout conformément aux dispositions des Conventions de 1925 et 1931;

iv) La quantité d'opium saisie dans le trafic illicite et confisquée et la manière dont il en a été disposé ;

b) Le 31 mai au plus tard des statistiques indiquant les stocks détenus au 31 décembre précédent ; dans les statistiques relatives à ces stocks, il ne sera pas tenu compte des quantités d'opium détenues par une Partie à des fins militaires au 31 décembre 1953, mais il sera tenu compte de toute quantité qui y serait ultérieurement ajoutée et de toute quantité qui en aurait été retirée et mise dans le commerce licite; et

c) Dans les quatre semaines qui suivent la fin du trimestre auquel elles se rapportent, des statistiques trimestrielles indiquant le montant des importations et des exportations d'opium.

2. Les statistiques visées au paragraph 1 du présent article sont établies sur les formulaires dont le Comité prescrit l'emploi et de la façon qu'il détermine.

3. Les Etats producteurs, parties au présent Protocole, fourniront aussi exactement que possible au Comité, s'ils ne l'ont déjà fait, les statistiques requises au point i de l'alinéa a du paragraphe 1 du présent article pour les années 1946 et suivantes.

4. Le Comité publie les statistiques visées au présent article, sous la forme et aux intervalles qu'il juge appropriés.

Article 10.

Rapports au Secrétaire général

1. Les Parties doivent fournir au Secrétaire général les rapports suivants :

a) Un rapport relatif à l'organisation et aux attributions conférées par l'article 3 à l'Organisme visé à/cet article et aux attributions conférées par l'article 3 aux autres autorités compétentes ;

b) un rapport relatif aux mesures législatives, réglementaires ou administratives qu'elles auront prises en conformité des dispositions du Protocole ;

c) Un rapport annuel relatif au fonctionnement du Protocole. Ce rapport doit être établi en suivant le modèle prescrit par la Commission et peut être inclus dans les rapports annuels visés à l'article 21 de la Convention de 1931 ou y être annexé.

2. Les Parties doivent en outre fournir au Secrétaire général les informations supplémentaires au sujet de toutes modifications importantes concernant les questions visées au paragraphe précédent.

CHAPITRE IV

MESURES INTERNATIONALES DE SURVEILLANCE ET DE MISE EN OEUVRE

Article 11.

Mesures administratives

1. Afin de surveiller l'exécution des dispositions du présent Protocole, le Comité peut prendre les mesures suivantes :

a) Demande de renseignements

Le Comité est autorisé à demander confidentiellement aux Parties des renseignements sur la mise en oeuvre des dispositions du prédent Protocole et, à cet égard, à faire aux Parties intéressées toutes suggestions appropriées ;

b) Demande d'explications.

Si, à la lumière des renseignements dont il dispose, le Comité est d'avis qu'une disposition importante quelconque du présent Protocole n'est pas respectée dans un pays ou territoire quelconque, ou que la situation qui y existe en matière d'opium appelle des éclaircissements, le Comité a le droit de demander confidentiellement des explications à la Partie intéressée ;

c) Proposition de mesures correctives.

Si le Comité juge opportun, il peut appeller confidentiel lement l'attention d'un gouvernement sur l'inexécution par celui-ci dans une mesure appréciable, d'une disposition importante quelconque du présent Protocole ou une situation, en matière d'opium,qui laissegravement à désirer dans l'un quelconque des territoires placés sous son contrôle, le Comité peut demander à ce gouvernement d'étudier la possibilité d'adopter les mesures correctives exigées par la situation ;

d) Enquête sur les lieux.

Si le Comité considére qu'une enquête sur les lieux contribuerait à l'éclairer sur la situation, il peut proposer au gouvernement intéressée l'envoi dans le pays ou territoire en question d'une personne ou d'une commission d'enquête désignée par le Comité. Si ce gouvernement n'a pas répondu dans un délai de quatre mois à la proposition du Comité, son silence sera considéré comme un refus. Si ce gouvernement donne son consentement explicite à l'enquête, celle-ci sera menée en collaboration avec des fonctionnaires désignés par ce gouvernement.

2. La Partie interessée est autorisée à faire, par l' intermédiaire de son représentant, une déclaration devant le Comitè avant qu' une décision soit prise en vertu de l' alinéa c du paragraphe précédent.

3. Les décisions prises en vertu des alinéas c et d du paragraphe 1 du présent article doivent l' être à la majorité de tous les membres composant le Comité.

4. Si le Comité publie les décisions qu' il a prises en vertu de l' alinéa d du paragraphe 1 du present article ou tous renseignements s'y rapportant, il doit également publier les vues du gouvernement intéressé, si ce gouvernement en fait la demande.

Article 12

Mesures de mise en oeuvre

1. Déclarations publiques

Si le Comité constate que l' inexécution par une Par-

tie des dispositions du présent Protocole entrave sérieusement le contrôle des stupéfiants dans un territoire quelconque de cette Partie, ou dans un territoire quelconque d' un autre Etat, il peut prendre les mesures suivantes:

a) Communications publiques –

Le Comité peut appeler l' attention de toutes les Parties et du Conseil sur la question.

b) Autres déclarations publiques

Si le Comité estime que les mesures qu' il a prises en vertu de l' alinéa précédent n' ont eu les effets voulus, il peut publier une déclaration signalant qu' une Partie a enfreint les obligations assumées par elle aux termes du présent Protocole ou quetout autre Etat anégligé de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que la situation en matière d' opium dans l' un quelconque de ses territoires ne risque de compromettre le contrôle efficace des stupéfiants dans un territoire ou dans un ou plusieurs territoires relevant d' autres Parties ou Etats. En cas de déclaration publique le Comité doit également publier les vues du gouvernement intéressé si celui-ci en fait la demande.

2. Recommandation d' embargo

Si le Comité constate:

a) A l' issue de l' étude des évaluations et des statistiques fournies conformément aux articles 8 et 9, qu'une Partie a manqué de façon appréciable aux obligations assumées par elle aux termes du présent Protocole, ou qu' un autre Etat entrave sérieusement l' application efficace de ce Protocole, ou

b) A la lumière des renseignements dont il dispose, que des quantités excessives d' opium s' accumulent dans un pays ou dans un territoire quelconque, ou que le danger existe de voir un pays ou un territoire quelconque devenir un centre de trafic illicite, il peut recommander aux Parties un embargo sur l' importation d' opium en provenance du pays ou du territoire intéressé ou sur l' exportation d' opium à destination du pays ou du territoire intéressé, ou, à la fois, sur l' importation et l' exportation, soit pour une période déterminée, soit jusqu' à ce que la situation en ce qui concerne l' opium dans le pays ou le territoire en question lui donne satisfaction. L' Etat intéressé a le droit de porter la question devant le Conseil, conformément aux dispositions partinentes de l' article 24 de la Convention de 1925.

3. Embargo obligatoire

a) Déclaration et imposition de l' embargo

Se basant sur toutes constatations faites aux termes des alinéas a ou b du paragraphe 2 du présent article, le Comité peut prendre les mesures suivantes:

i) Le Comité peut annoncer son intention de mettre l' embargo sur l' importation d' opium en provenance du pays ou du territoire intéressé ou l' exportation d' opium à destination du pays ou du territoire intéressé, ou à la fois sur l' importation et l' exportation d' opium;

ii) Si la déclaration prevue au point i de l' alinéa a du présent paragraphe ne réussit pas à remédier à la situation, le Comité peut mettre l' embargo, à condition que les mesures moins sévères prévues aux alinéas a et b du paragraphe 1 du présent article n' aient pas réussi à corriger, ou ne paraissent pas pouvoir corriger, la situation qui lasse à désirer. L' embargo peut être imposé soit pour une période déterminée soit jusqu' à ce que la situation dans le pays ou le territoire intéressé donne satisfaction au Comité. Le Comité doit aussitôt notifier sa décision à l' Etat intéressé et au Secrétaire général. La décision du Comité doit être confidentielle et, sauf si une disposition du présent article ne s' y oppose expressément, ne doit pas être révélée jusqu'à ce qu' il soit établi, conformément au point i de l' alinéa c du paragraphe 3 du présent article que l' embargo doit entrer en vigueur.

b) Appel

i) un Etat qui a fait l'objet d'une décision d'embargo obligatoire peut, dans un délai de trente jours à compter de la date de réception par lui de cette décision, faire confidentiellement connaître par écrit au Secrétaire général son intention de faire appel et peut indiquer pas écrit dans un nouveau délai de trente jourr les raisons de son appel;

ii) Le Secrétaire général doit, au moment de l' entrée en vigueur du présent protocole, demander au Président de la Cour internationale de Justice de nommer une Commission d'appel de trois membres et de deux membres suppléants qui , par leur compétence, leur impartialité et leur désintéressement, mériteront la confiance générale. Si le Président de la Cour internationale de Justice informe le Secrétaire général qu'il n'est pas en mesure de procéder à cette nomination ou s'il n'y procède pas dans les deux mois qui suivent la date à laquelle il a reçu la demande à cet effet, le Secrétaire gégéral doit procéder à cette nomination. Le mandat des membres de la Commission d'appel est de cinq ans et est renouvelable. Les membres ne doivent, conformément aux dispositions qui seront prises par le Secrétaire général, recevoir une rémunération que pour la durée des sessions de la Commission d'appel;

iii) La procédure définie au point ii de l'alinéa b du présent paragraphe s'applique aux désignations visant à pourvoir aux sièges vacants au sein de la Commission d'appel ;

iv) Le Secrétaire général doit communiquer au Comité des copies de la notification écrite et de l'exposé des raisons de l'appel prévu au point i de l'alinéa b du présent paragraphe et prendre promptement les dispositions en vue d'une réunion de la Commission d'appel, afin que celle-ci entende l'appel et Statue sur lui. Il doit également prendre toutes dispositions utiles en vue du travail de la Commission d'appel et fournir aux membres de la Commission d'appel des copies de la décision du Comité, des comminications mentionnées au point i de l'alinéa b du présent paragraphe, de la réponse du Comité si elle est disponible, et de tous autres documents pertinents;

v) La Commission d'appel adopte son propre règlament interieur;

vi) L'Etat requérant et le Comité sont autorisés à faire des déclarations devant la Commission d'appel avant qu'une décision soit prise par celle-ci;

vii) La Commission d'appel peut maintenir, modifier ou annuler la décision d'embargo prise par le Comité. La décision de la Commission d'appel est définitive et obligatoire et doit être communiquée sans délai au Secrétaire général;

viii) Le Secrétaire général doit communiquer à l' Etat requérant et au Comité la décision de la Commission d'appel;

ix) Si l'Etat requérant retire son appel, le Secrétaire général doit notifier ce retrait à la Commission d'appel et au Comité.

c) Application de l'embargo

i) L'embargo imposé en vertu de l'alinéa a du présent paragraphe doit entrer en vigueur soixante jours après la date de la décision du Comité, à moins que la notification d'un appel ne parvienne dans les conditions fixées au point i de l'alinéa b du présent paragraphe. Dans ce cas, l'embargo doit entrer en vigueur trente jours après le retrait de l'appel ou après la date à laquelle la Commission d'appel a pris une décision confirmant l'embargo en tout ou en partie;

ii) Dès que, conformément aux dispositions du point i de l'alinéa c du présent paragraphe, il est établi que l'embargo doit entrer en vigueur, le Comité doit adresser à toutes les Parties notification des conditions de l'embargo auxquelles les Parties doivent se conformer.

4. Garanties de procédure

a) Les décisions prises par le Comité en vertu du présent article doivent l'être à la majorité de tous les membres composant le Comité.

b) L'Etat interessé est autorisé à faire, par l'intermédiaire de son représentant, une déclaration devant le Comité, avant qu'une décision soit prise en vertu du présent article.

c) Si le Comité publie une décision prise en vertu du présent article, ou tout renseignement s'y rapportant, il doit également publier les vues du gouvernement intéressé, si ce gouvernement en fait la demande. Si la décision du Comité n'est pas unanime, l'opinion de la minorité doit être exposée.

Article 13.

Application universelle

Les mesures visées au présent chapitre peuvent également, dans la mesure du possible, être prises par le Comité à l'égard d'Etats qui ne sont pas Parties au présent Protocole et à l'égard des territoires auxquels le présent Protocole ne s'applique pas en vertu de l'article 20.

CHAPITRE V.

CLAUSES FINALES

Article 14.

Mesures d'application

Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures législatives, réglementaires ou administratives de nature à rendre pleinement effectives les dispositions du présent Protocole.

Article 15

Différends

1. Les Parties reconnaissent expressément que la Cour internationale de Justice est compétente pour régler les différends concernant le présent Protocole.

2. A moins que les Parties en cause ne décident d' un autre mode de règlement, tout différend qui viendrait à s'élever entre les Parties au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent Protocole sera soumis pour règlement à la Cour internationale de Justice sur la demande de l'une quelconque des Parties au différend.

Article 16.

Signature

Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est ouvert jusqu'au 31 décembre 1953 à la signature de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et de tout Etat non membre invité, conformément aux instructions données par le Conseil, à participer aux travaux de la Conférence qui a établi le présent Protocole, et de tout autre Etat auquel le Secrétaire général, à la demande du Conseil, aura fait parvenir un exemplaire du présent Protocole.

Article 17.

Ratification

Le présent Protocole doit être ratifié. Les instruments de ratification doivent être déposés auprès du Secrétaire général.

Article 18.

Adhésion

Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat membre de l Organisation des Nations Unies ou de tout Etat non membre désigné à l article 16, ou de tout autre Etat non membre auquel le Secrétaire général aura envoyé un exemplaire du présent Protocole à la demande du Conseil. Les instruments d'adhésion doivent être déposés auprès du Secrétaire général.

Article 19.

Dispositions transitoires

1. A titre transitoire, toute Partie peut, à condition d avoir fait une déclaration expresse à cet effet au moment de sa signature ou du dépôt de son instument de ratification ou d'adhésion, autoriser :

a) L'usage de l'opium sur l'un quelconque de ses territoires pour des besoins quasi médicaux ;

b) La production, l'importation ou l'exportation de l'opium pour de tels besoins en provenance ou à destination de tout Etat ou territoire désigné au moment de la déclaration prévue ci-dessus, à condition *

i) Que l usage, l'importation ou l'exportation de l'opium pour ces besoins aient été a la date du ler janvier 1950 traditionnel sur le territoire pour lequel la déclaration est faite et qu'ils aient été autorisés à cette date ;

ii) Qu'aucune exportation ne soit autorisée vers un Etat qui n'est pas partie au présent Protocole ;

iii) Que la Partie s'engage à abolir, dans un délai déterminé qui doit être stipulé par elle au moment de la déclationra et qui ne doit en sucun cas dépasser quinze ans après la date de la mise en viguer du présent Protocole, l'usage, la production, l'importation et l'exportation de l'opium pour des besoins quasi médicaux.

2. Toute Partie qui a fait une déclaration conformément au paragraphe 1 du présent article est autorisée, dans le délai visé au point iii de l'alinéa b dudit paragraphe, à détenir chaque année, en plus des stocks maximums prévus à l'article 5, des stocks égaux aux quantités consommées pour des besoins quasi médicaux au cours des deux années qui précèdent.

* Note du Secrétariat; Il y a lieu de mettre à la ligne les mots «à condition» puisqu' ils s' appliquent à la fois â l' alinéa a) et à l' alinéa b) Cependant comme cette erreu s' était produite dans l' exemplaire signè du Protocole, aucune modification n'a été apportée au texte dans la présente édition du Protocole.

3. Toute Partie peut également, à titre transitoire et à condition d'avoir fait une déclaration expresse à cet effet au moment de sa signature ou du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, permettre de fumer l'opium aux opiomanes âgés au moins de vingt et un ans qui ont été immatriculés à cet effet au 30 septembre 1953 par les autorités compétentes, sous réserve qu'à la date du ler janvier 1950, l'usage de fumer l'opium ait été autorisé par la Partie intéressée.

4. Toute Partie qui fait usage des dispositions transitoires prévues au présent article doit :

a) Inclure dans le rapport annuel qu'elle doit adresser au Sécrétaire général, conformément à l'article 10, un exposé des progrés accomplis au cours de l'année précédente en vue de rendre effective l'abolition de l' usage, de la production, de l'importation ou de l'exportation de l'opium pour des besoins quasi médicaux et de l'opium à fumer ;

b) Présenter séparément, en ce qui concerne l opium utilisé, importé, exporté et détenu pour les besoins quasi médicaux, et pour l'opium détenu ou utilisé pour être fumé, telles évaluations et statitiques qui doivent être fournies aux termes des articles 8 et 9 du présent Protocole.

5. a) Si une Partie qui invoque les dispositions transitoires du présent article ne fournit pas :

i) Le rapport visé à l'alinéa a du paragraphe 4 dans les six mois suivant l'expiration de l'année à laquelle se rapportent les renseignements qu'il contient,

ii) Les statistiques visées à l alinéa b du paragraphe 4, dans les trois mois suivant la date à laquelle elles doivent être fournies conformément à l article 9.

iii) Les évaluations visées à l alinéa b du paragraphe 4, dans les trois mois suivant la date fixée à ce sujet par le Comité, conformément à l article 8,

le Comité ou le Secrétaire général selon le cas, doit adresser à la Partie intéressée une communication indiquant son retard, et lui demander de fournir ces renseignements dans les trois mois qui suivent la réception de cette communication.

b) Si une Partie ne se conforme pas, dans le délai indiqué cidessus, à la demande du Comité ou du Secrétaire général, les dispositions transitoires autorisées par cet article ne doivent plus, à l expiration de ce délai, s'appliquer à cette Partie.

Article 20.
Clause d'application territoriale

Le présent Protocole s applique à tous les territoires non autonomes, sous tutelle, coloniaux et autres territoires non métropolitains qu'une Partie représente sur le plan international, sauf là où le consentement préalable d'un territoire non métrolitain est nécessaire soit en vertu de la constitution de la Partie ou du territoire non métropolitain, soit en raison de l'usage. Dans ce cas, la Partie doit s'efforcer d'obtenir dans le plus bref délai le consentement du territoire non métropolitain qui est nécesaire et, lorsque ce consentement a été obtenu, la Partie doit le notifier au Secrétaire général. Dés la date de la réception par le Secrétaire général de cette notification, le présent Protocole s'applique au territoire ou aux territoires désignés par celle–ci. Dans les cas où le consentement préalable du territoire non métropolitain n'est pas nécessaire, la Partie intéressée doit au moment de la signature ou de la ratification du présent Protocole, ou encore de l'adhésion au présent Protocole, déclarer le ou les territoites non métropolitains auxquels le présent Protocole s'applique.

Article 21.

Entrée en viguer

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra le jour du dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion d'au moins vingt–cinq Etats, dont au moins trois des Etats producteurs indiqués à l alinésa a du paragraphe 2 de l article 6 et au moins trois des Etats fabriquants ci–après : Républiquë fédérale d'Allemagne, Belgique, Etats–Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays–Bas, Royaume–Uni de Grande–Bretagne et d'Irlande du Nord et Suisse.

2. Pour tout Etat qui dépose l'instrument de ratification ou d'adhésion postérieurement au dépôt des instruments nécessaires à l'entrée en vigueur du présent Protocole conformément au paragraphe 1 du présent article, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivre la date à laquelle l'Etat en question aura déposé cet instrument.

Article 22
Revision

1. Toute Partie peut, à tout moment, demander la revision du présent Protocole, par une notification adressée au Secrétaire général.

2. Le Conseil, aprés avoir consulté la Commission, doit recommander les mesures à prendre à la suite de cette demande.

Article 23
Dénonciation

1. A l'expiration d' une période de cinq années à compter de l' entrée en vigueur du présent Protocole, chaque Partie pourra, par le dépôt auprès du Secrétaire général d' un instrument écrit, dénoncer le présent Protocole.

2. La dénonciation visée au paragraphe l du prés ent article prend effet le ler janvier de la première année qui suit la date à laquelle cette dénonciation a été reçu par le Secrétaire général.

Artile 24
Expiration

Le présent Protocole cesse d' être en vigueur si, par suite de dénonciations notifiées en application de l'article 23, la liste des Parties n' est plus conforme à toutes les conditions établies à l' article 21.

Article 25
Réserves

Exception faite pour ce qui est expressément prévu à l' article 19 relativement aux déclarations permises par cet article, et dans la mesure où le permet l' article 20 en ce qui conserne l' application territoriale, aucune Partie n' a le droit de formuler de réserve relativement à l' une quelconque des dispositions du présent Protocole.

Ariicle 26.

Notifications du Séceétaire géneral

Le Secrétaire général notifie à tous les Etats Membres de l' Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés aux articles 16 et 18:

a) Las signatures apposées au prèsent Protocole à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l' opium et le dépôt des instruments de ratification et d' adhésion conformément aux articles 16, 17 et 18;

b) Tout territoire qui conformément à l' article 20, a été porté par l' Etat qui le représente sur le plan international, sur la liste des territoires auxqels s' applique le présent Protocole;–

c) La date à laqeulle le présent protocole entre en viguer conformément à l' article 21;

d) Les déclarations et les notifications faites conformément aux dispositions transitoires prévues à l' article 19, les dates auxquelles elles prennent fin et cessent d' avoir effet;

e) Les dénonciations faites conformément à l' article 23;

f) Les demandes de revision du présent protocole présentées conformément à l' article 22;

g) La date à partir de laqeulles le présent protocole cesse d' être en vigueur conformement à l' aticle 24.

Le présent protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, sera désposé auprès du Serétaire général de l' Organisation des Nations Unies. Le Secrétaire général de l' Organisations des Nations Unies transmettra une copie certifiée conforme dutit protocole à tous les Etats Membres de l' Organisation des Nations Unies et à tous les autres Etats visés aux articles 16 et 18 du protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés, ont signé le présent protocole en un exemplaire unique, au nom de leurs gouvernements respectifs.

FAIT è Ne w-York, le vingt-trois juin mil neuf cent cinquante-trois.

Πρωτόκολλον ἀφορῶν τὸν περιορισμὸν καὶ τὸν διακανονισμὸν τῆς καλλιεργείας τῆς ὑπνοφόρου μήκωνος, τὴν παραγωγήν, τὸ διεθνὲς καὶ χονδρικὸν ἐμπόριον καὶ τὴν χρῆσιν τοῦ ὀπίου.

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Ἀποφασισμένοι ὅπως συνεχίσωσι τὰς προσπαθείας των διὰ τὴν καταπολέμησιν τῆς τοξικομανίας καὶ τοῦ παρανόμου ἐμπορίου ναρκωτικῶν οὐσιῶν καὶ ἔχοντες ἐπίγνωσιν ὅτι, αἱ προσπάθειαι αὗται εἶναι δυνατὸν νὰ συντελέσωσιν εἰς τὴν ἐπίτευξιν τοῦ σκοποῦ των μόνον διὰ στενῆς συνεργασίας μεταξὺ ἁπάντων τῶν Κρατῶν.

Ἀναμιμνησκόμενοι ὅτι διὰ τῆς διεθνοῦς διαδικασίας κατεβλήθησαν προσπάθειαι διὰ τὴν πραγματοποίησιν ἀποτελεσματικοῦ τινος συστήματος ἐλέγχου τῶν ναρκωτικῶν καὶ παρακινούμενοι ἐκ τῆς ἐπιθυμίας των ὅπως ἐνισχύσουν τὸν ἔλεγχον τοῦτον τόσον ἐπὶ τοῦ Ἐθνικοῦ ὅσον καὶ ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς ἐπιπέδου.

Ἔχοντες ἐν τούτοις ὑπ' ὄψιν ὅτι εἶναι ἀπαραίτητος ὁ περιορισμὸς δι' ἰατρικὰς καὶ ἐπιστημονικὰς ἀνάγκας καὶ ὁ διακανονισμὸς τῆς παραγωγῆς τῶν ἀκατεργάστων ὑλῶν ἐξ ὧν παράγονται τὰ φυσικὰ ναρκωτικὰ φάρμακα καὶ διαπιστοῦντες ὅτι τὰ πλέον ἐπείγοντα προβλήματα εἶναι τὰ τοῦ ἐλέγχου τῆς καλλιεργείας τῆς μήκωνος καὶ τῆς παραγωγῆς τοῦ ὀπίου.

Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀποφασίσαντα ὅπως συνάψουν πρωτόκολλον διὰ τοὺς σκοποὺς τούτους συνεφώνησαν ὡς ἕπεται :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ I.

Ὁρισμοί

Ἄρθρον 1.

Ἐκτὸς ὁσάκις ρητῶς ἢ σιωπηρῶς καθορίζονται οἱ κάτωθι ὁρισμοὶ θὰ ἔχουσιν ἐφαρμογὴν ἐπὶ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

Διὰ τοῦ ὅρου «Σύμβασις 1925» νοεῖται ἡ Διεθνὴς Σύμβασις ὀπίου ὑπογραφεῖσα εἰς Γενεύην τὴν 19ην Φεβρουαρίου 1925, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ πρωτοκόλλου τῆς 11ης Δεκεμβρίου 1946.

Διὰ τοῦ ὅρου «Σύμβασις 1931» νοεῖται ἡ Σύμβασις διὰ τὸν περιορισμὸν τῆς παρασκευῆς καὶ τὴν ρύθμισιν τῆς κατανομῆς τῶν ναρκωτικῶν φαρμάκων ἡ ὁποία ὑπεγράφη εἰς τὴν Γενεύην τὴν 13ην Ἰουλίου 1931, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τοῦ πρωτοκόλλου τῆς 11ης Δεκεμβρίου 1946».

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐπιτροπὴ» νοεῖται ἡ Μόνιμος Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ ἡ ὁποία συνεστήθη βάσει τοῦ ἄρθρου 19 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐποπτικὸν Ὄργανον» νοεῖται τὸ ἐποπτικὸν ὄργανον τὸ ὁποῖον συνεστήθη βάσει τοῦ ἄρθρου 5 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1931.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐπιτροπὴ Ναυρκωτικῶν» νοεῖται ἡ Ἐπιτροπὴ τῶν ναρκωτικῶν φαρμάκων τοῦ Οἰκονομικοῦ καὶ Κοινωνικοῦ Συμβουλίου τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Διὰ τοῦ ὅρου «Συμβούλιον» νοεῖται τὸ Οἰκονομικὸν καὶ Κοινωνικὸν Συμβούλιον τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Διὰ τοῦ ὅρου «Γενικὸς Γραμματεύς» νοεῖται ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Διὰ τοῦ ὅρου «Μήκων» νοεῖται τὸ φυτὸν Papav Er Somniferumg (Μήκων ἡ ὑπνοφόρος) καὶ οἱονδήποτε ἕτερον εἶδος Papaver τὸ ὁποῖον δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ διὰ τὴν παραγωγὴν ὀπίου.

Διὰ τοῦ ὅρου «Κωδία μήκωνος» νοοῦνται πάντα τὰ μέρη τῆς μήκωνος μετὰ τὸν θερισμὸν (ἐξαιρέσει τῶν κόκκων) ἐκ τῶν ὁποίων δυνάμεθα νὰ παράγωμεν ναρκωτικά.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ὄπιον» νοεῖται ὁ πεπηγμένος χυμὸς τῆς μήκωνος ὑπὸ οἱανδήποτε μορφήν, συμπεριλαμβανομένου τοῦ ἀκατεργάστου ὀπίου, τοῦ πρὸς ἰατρικὴν χρῆσιν ὀπίου καὶ τοῦ παρασκευασμένου ὀπίου, ἀποκλειομένων τῶν γαληνικῶν παρασκευασμάτων.

Διὰ τοῦ ὅρου «Παραγωγὴ» νοεῖται ἡ καλλιέργεια τῆς μήκωνος ἐπὶ τῷ σκοπῷ συγκομιδῆς τοῦ ὀπίου.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἀποθέματα» νοεῖται τὸ συνολικὸν ποσὸν ὀπίου τὸ ὁποῖον νομίμως φυλάσσεται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ὡρισμένης χώρας ἐξαιρέσει : (1) τοῦ ὀπίου ὅπερ διαθέτουν οἱ λιανικῆς πωλήσεως φαρμακοποιοὶ καὶ τὰ ἱδρύματα ἢ τὰ ἁρμόδια πρόσωπα εἰς τὴν νόμιμον ἄσκησιν θεραπευτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν καθηκόντων καὶ (2) τοῦ ὀπίου, ὅπερ φυλάσσεται ἢ τελεῖ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον τῆς Κυβερνήσεως τῆς χώρας διὰ στρατιωτικοὺς σκοπούς.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἔδαφος» νοεῖται πᾶν τμῆμα ὡρισμένης χώρας τὸ ὁποῖον θεωρεῖται ὡς κεχωρισμένη ὀντότης διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τοῦ συστήματος τῶν πιστοποιητικῶν εἰσαγωγῆς καὶ τῶν ἀδειῶν ἐξαγωγῆς, τὸ ὁποῖον προβλέπεται ὑπὸ τῆς συμβάσεως τοῦ 1925.

Διὰ τοῦ ὅρου «Ἐξαγωγὴ» ἢ «Εἰσαγωγὴ» νοεῖται ὑπὸ τὰς ἀντιστοίχους αὐτῶν ἐννοίας ἡ ὑλικὴ μεταφορὰ ὀπίου ἐκ τινος χώρας εἰς ἑτέραν ἢ ἐκ τινος τμήματος τῆς χώρας εἰς ἕτερον τμῆμα τῆς αὐτῆς χώρας.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Διακανονισμὸς παραγωγῆς, ἐμπορίου καὶ χρησιμοποιήσεως τοῦ ὀπίου.

Ἄρθρον 2.

Χρῆσις ὀπίου.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δέον ὅπως περιορίσουν τὴν χρῆσιν τοῦ ὀπίου ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον διὰ ἰατρικὰς καὶ ἐπιστημονικὰς ἀνάγκας.

Ἄρθρον 3.

Ἔλεγχος ἐντὸς τῶν παραγωγῶν χωρῶν.

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ἐλέγχου τῆς παραγωγῆς καὶ τῆς χρησιμοποιήσεως τοῦ ὀπίου καὶ τοῦ ἐμπορίου τοῦ ὀπίου :

1) Ἑκάστη παραγωγὸς χώρα δέον ὅπως ἱδρύσῃ, ἐὰν δὲν ἔχῃ ἤδη πράξει τοῦτο καὶ διατηρήσῃ ἕνα ἢ καὶ περισσοτέρους Κρατικοὺς Εἰδικευμένους Ὀργανισμοὺς (ἐφεξῆς ἐν τῷ ἄρθρῳ τοῦτο ἀναφερομένους ὡς ὁ Ὀργονισμὸς) διὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων τὰ ὁποῖα ἀνατίθενται εἰς τοῦτον ἢ εἰς τούτους ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ. Τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰς παραγράφους 2 ἕως 6 τοῦ παρόντος ἄρθρου καθήκοντα δέον ὅπως ἐκτελοῦνται ὑφ' ἑνὸς καὶ μόνον Ὀργανισμοῦ, ἐφ' ὅσον τὸ σύνταγμα τοῦ ἐνδιαφερομένου Κράτους ἐπιτρέπει τοῦτο.

2) Ἡ παραγωγὴ δέον ὅπως περιορισθῇ εἰς περιοχὰς ὑποδεικνυομένας ὑπὸ τοῦ Ὀργανισμοῦ ἢ ἐνδεχομένως ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Κυβερνητικῶν ἀρχῶν.

3) Ἡ παραγωγὴ θὰ ἐπιτρέπεται μόνον εἰς τοὺς καλλιεργητὰς τοὺς κεκτημένους ἀδείας παρὰ τοῦ Ὀργανισμοῦ ἢ ἐνδεχομένως ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων Κυβερνητικῶν ἀρχῶν.

4) Ἑκάστη ἄδεια δέον ὅπως καθορίζῃ τὴν ἔκτασιν τοῦ ἐδάφους ἐπὶ τοῦ ὁποίου ἐπιτρέπεται ἡ καλλιέργεια τῆς μήκωνος.

5) Πᾶς καλλιεργητὴς τῆς μήκωνος δέον ὅπως κληθῇ νὰ παραδώσῃ ὁλόκληρον τὴν συγκομιδὴν ὀπίου εἰς τὸν Ὀργανισμόν.

Ὁ Ὀργανισμὸς δέον ὅπως ἀγοράσῃ τὴν συγκομιδὴν καὶ λάβῃ πραγματικὴν κατοχὴν ταύτης εὐθὺς ὡς τοῦτο καταστῇ δυνατόν.

6) Ὁ Ὀργανισμὸς ἢ ἐνδεχομένως αἱ ἁρμόδιαι Κυβερνητικαὶ ἀρχαὶ θὰ ἔχουσιν τὸ ἀποκλειστικὸν δικαίωμα εἰσαγωγῆς ἐξαγωγῆς καὶ χονδρικοῦ ἐμπορίου τοῦ ὀπίου καὶ θὰ φυλάττωσι ἀποθέματα ὀπίου πλὴν ἐκείνων τὰ ὁποῖα κατέχουν οἱ βιομήχανοι οἱ ὁποῖοι ἔχουσι τὴν ἄδειαν τῆς παρασκευῆς ἀλκαλοειδῶν ἐκ τοῦ ὀπίου.

7) Οὐδεμία διάταξις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν πρέπει νὰ θεωρηθῇ ὡς ἐπιτρέπουσα τὴν παρέκκλισιν ἐκ τῶν ἤδη ἀναληφθεισῶν ὑποχρεώσεων ἢ ἐκ τῶν νόμων τῶν ἐκδιδομένων ὑπό τινος συμβαλλομένου μέρους, συμφώνως πρὸς τὰς ὑφισταμένας ἐπὶ τοῦ ἐλέγχου τῆς καλλιεργείας τῆς μήκωνος Συμβάσεις.

Ἄρθρον 4.

Ἔλεγχος τῆς καλιεργείας μήκωνος τῆς προοριζομένης

δια σκοπούς άλλοτρίους πρὸς τὴν συγκομιδὴν τοῦ ὀπίου.

Πᾶν συμβαλλόμενον μέρος τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπει τὴν καλλιέργειαν καὶ τὴν χρησιμοποίησιν τῆς μήκωνος διὰ σκοποὺς ἄλλους ἢ τὴν παραγωγὴν τοῦ ὀπίου εἴτε τὸ μέρος τοῦτο ἀνεξαρτήτως ἐὰν ἐπιτρέπῃ τὴν καλλιέργειαν τοῦ ὀπίου εἴτε ὄχι θέλει:

α) Ἐκδώσῃ πάντα νόμον ἢ πάντα κανονισμὸν ἀναγκαῖον ἵνα ἐξασφαλίσῃ.

(ι) Ὅπως μὴ παράγεται ὄπιον ἀπὸ μήκωνας καλλιεργουμένους διὰ σκοποὺς ἀλλοτρίους πρὸς τὴν παραγωγὴν ὀπίου καὶ

(ιι) ὅπως ἡ παρασκευὴ ναρκωτικῶν οὐσιῶν ἐκ κωδιῶν μήκωνος ἐλέγχηται καταλλήλως·

β) Ὅπως ἀνακοινοῖ εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τὰ κείμενα παντὸς νόμου ἢ κανονισμοῦ ἐκδιδομένου πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

γ) Ἀνακοινοῖ κατ' ἔτος εἰς τὴν ἐπιτροπὴν εἰς ἡμερομηνίαν καθοριζομένην ὑπ' αὐτῆς στατιστικὰς ἐπὶ τῶν πραγματοποιηθεισῶν εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν τῶν κωδιῶν τῆς μήκωνος κατὰ τὸ προηγούμενον ἔτος δι' ἕνα οἱονδήποτε σκοπόν.

Ἄρθρον 5.

Περιορισμὸς ἀποθεμάτων

Ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως περιορισθῇ εἰς ἰατρικὰς καὶ ἐπιστημονικὰς ἀνάγκας ἡ ἀνὰ τὸν κόσμον παραγομένη ποσότης ὀπίου.

1) Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δέον ὅπως διακανονίσουν τὴν παραγωγὴν ἐξαγωγὴν καὶ εἰσαγωγὴν ὀπίου κατὰ τοιοῦτον τρόπον ὥστε τὰ κατεχόμενα ὑπὸ οἱουδήποτε ἐκ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀποθέματα μὴ ὑπερβαίνουσι κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου ἑκάστου ἔτους.

α) Διὰ πᾶσαν παραγωγὸν χώραν ἀριθμουμένην εἰς τὸ ἐδάφιον (α) 1 τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 6, ἡ ἐξαχθεῖσα ἐκ τῆς χώρας ταύτης συνολικὴ ποσότης ὀπίου, διὰ ἰατρικοὺς καὶ ἐπιτημονικοὺς σκοποὺς ὡς καὶ τοῦ χρησιμοποιηθέντος εἰς τὸ ἐσωτερικὸν τῆς χώρας ταύτης ὀπίου διὰ τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν εἰς διάστημα δύο ἐτῶν οἱαδήποτε καὶ ἐὰν εἶναι ταῦτα ἐπὶ τοῦ πλέον τοῦ ἡμίσεος τῆς συνολικῆς ποσότητος τῆς χρησιμοποιηθείσης διὰ τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν καὶ τῆς ἐξαχθείσης τοιαύτης κατὰ τὴν διάρκειαν ἑνὸς οἱουδήποτε ἑτέρου ἔτους κατ' ἐκλογὴν τοῦ συμβαλλομένου μέρους ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι τὰ ἐκλεγησόμενα ἔτη θὰ εἶναι μεταγενέστερα τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1946.

Τὸ ἐν λόγῳ Μέρος θὰ δικαιοῦται νὰ ὁρίζῃ διαφόρους χρονικὰς περιόδους διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ἐξαχθεισῶν καὶ χρησιμοποιηθεισῶν ποσοτήτων.

β) Διὰ πᾶν μέρος ἕτερον τοῦ προβλεπομένου εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παρούσης παραγράφου τὸ ὁποῖον, ἔχον ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τῶν συμβάσεων τοῦ 1925 καὶ 1931 ἐφ' ὅσον ἔχουσι ἐφαρμογὴν εἰς τὸ συμβαλλόμενον τοῦτο μέρος, ἐπιτρέπει τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν, ἤτοι τῶν ποσοτήτων τῶν ἀναγκαιουσῶν διὰ τὴν χρονικὴν περίοδον 2 ἐτῶν. Αἱ ἀνάγκαι αὗται θέλουσι καθορισθῇ παρ' ἐπιτροπῆς.

γ) Εἰς τὴν περίπτωσιν οἱουδήποτε ἑτέρου συμβαλλομένου μέρους τὴν συνολικὴν ποσότητα ὀπίου τὴν καταναλωθεῖσαν κατὰ τὰ προηγούμενα 5 ἔτη.

2 (α) Ἐὰν τις ἐκ τῶν παραγωγῶν χωρῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ὑπεδάφιον (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἤθελεν ἀποφασίσῃ ὅπως παύσῃ παράγουσα ὄπιον πρὸς ἐξαγωγὴν καὶ ἐπιθυμῇ νὰ διαγραφῇ ἐκ τῆς κατηγορίας τῶν παραγωγῶν χωρῶν τὴν συσταθεῖσαν βάσει τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 6 ὀφείλει νὰ ἀπευθύνῃ πρὸς τοῦτο σχετικὴν δήλωσιν εἰς τὴν ἐπιτροπὴν κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν ἔδει νὰ πραγματοποιηθῇ ἡ προσεχὴς ἐτησία κοινοποίησις συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου. Ἅμα τῇ ὑποβολῇ τῆς δηλώσεως ταύτης τὸ ὑπογράφον ταύτην Μέρος δὲν συμπεριλαμβάνεται πλέον μεταξὺ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἐδάφιον α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 6 Κρατῶν καὶ δὲν θὰ τοῦ ἐπιτρέπεται νὰ ἀποτελῇ μέρος τούτων εἰς τὸ μέλλον.

Ἡ ἐπιτροπὴ ἅμα τῇ λήξει τῆς δηλώσεως ταύτης θὰ ἐντάξῃ τὸ ἐνδιαφερόμενον μέρος εἰς μίαν ἐκ τῶν κατηγοριῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἐδάφια (β) ἢ (Γ) τῆς παραγράφου 1 ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, καὶ θὰ ἀπευθύνῃ κοινοποίησιν εἰς ἅπαντα τὰ ἐν τῷ παρόντι προτοκόλλῳ συμβαλλόμενα λοιπὰ μέρη. Συμφώνως πρὸς τοὺς ἐπιδιωκομένους σκοποὺς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου οἱαδήποτε ἀλλαγὴ κατηγορίας θέλει πραγματοποιηθῇ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς κοινοποιήσεως τῆς Ἐπιτροπῆς.–

β) Ἡ διαδικασία ἡ καθοριζομένη εἰς τὸ προηγούμενον ἐδάφιον (α) θὰ ἔχῃ ἐφαρμογὴν εἰς οἱανδήποτε δήλωσιν ὑποβληθεῖσαν ὑπό τινος μέρους τὸ ὁποῖον ἐπιθυμεῖ νὰ ἐνταχθῇ ἐκ τῆς κατηγορίας τῆς προβλεπομένης εἰς τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου εἰς τὴν κατηγορίαν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἐδάφιον (γ) τῆς αὐτῆς παραγράφου ἐξυπακουομένου, ἐν τούτοις, ὅτι εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην τὸ ἐν λόγῳ Μέρος δύνανται ἢ καὶ τανάπαλιν, κατόπιν αἰτήσεώς του, νὰ ἐπαναφερθῇ εἰς τὴν κατηγορίαν εἰς ἣν ἀνῆκε προηγουμένως.

3. (α) Αἱ ποσότητες ὀπίου αἱ ὁριζόμεναι εἰς τὰ ἐδάφια (α) καὶ (γ) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θέλουν ὑπολογισθῇ βάσει τῶν συνταχθεισῶν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς στατιστικῶν εἰς τὰς ἐτησίας αὐτῆς ἐκθέσεις, συμπεριλαμβανομένων τῶν στατιστικῶν διὰ τὴν χρονικὴν περίοδον τὴν λήγουσαν τὴν 31ην Δεκεμβρίου τοῦ προηγουμένου ἔτους ὡς αὗται θέλουν μεταγενεστέρως δημοσιευθῇ.

β) Πᾶν συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ ὁποῖον ἔχουσι ἐφαρμογὴν τὰ ἐδάφια (α) ἢ (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δέον ὅπως γνωστοποιῇ κατ' ἔτος εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως.

ι) Τὰς χρονικὰς περιόδους τὰς ὁποίας ἔχει ἐκλέξει συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ

ιι) τὴν ποσότητα ὀπίου τὴν ὁποίαν τοῦτο ἐπιθυμεῖ νὰ θεωρηθῇ ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ὡς ἀντιπροσωπεύουσα τὰς κανονικὰς αὐτοῦ ἀνάγκας πρὸς ἐφαρμογὴν τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

γ) Ἡ προβλεπομένη εἰς τὸ προηγούμενον ἐδάφιον κοινοποίησις ὀφείλει νὰ περιέλθῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τὸ ἀργότερον τὴν 1ην Αὐγούστου τοῦ ἔτους τοῦ προηγηθέντος τῆς ἡμερομηνίας εἰς τὴν ὁποίαν ἀναφέρεται ἡ κοινοποίησις αὕτη.

δ) Ἐὰν Μέρος τι τὸ ὁποῖον εἶναι ὑποχρεωμένον νὰ ὑποβάλῃ κοινοποίησίν τινα ἐκ τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παρούσης παραγράφου ἀμελῇ εἰς τὸ νὰ πράξῃ τοῦτο εἰς τὴν προβλεφθεῖσαν ἡμερομηνίαν ἡ Ἐπιτροπὴ ὀφείλει ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ κάτωθι ἐδαφίου, νὰ υἱοθετήσῃ τὰ στοιχεῖα τὰ περιλαμβανόμενα εἰς τὴν τελευταίαν σχετικὴν δήλωσιν τοῦ περὶ οὗ πρόκειται συμβαλλομένου μέρους. Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ δὲν λάβῃ σχετικὴν δήλωσιν παρὰ τοῦ ἐν λόγῳ μέρους ὀφείλει, ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, καὶ ἄνευ περαιτέρω συσκέψεως μετὰ τοῦ συμβαλλομένου μέρους, ἀλλὰ ἀφοῦ μελετήσῃ δεόντως τὰς ἀνὰ χεῖρας πληροφορίας, τοὺς σκοποὺς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου καὶ τὰ συμφέροντα τοῦ ρηθέντος συμβαλλομένου μέρους.

ι) Νὰ ἐκλέξῃ τὰς χρονικὰς περιόδους τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ

ιι) νὰ καθορίσῃ τὴν ποσότητα τὴν ἀντιπροσωπεύουσαν τὰς κανονικὰς ἀνάγκας τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ε) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Ἐπιτροπὴ ἤθελε λάβῃ δήλωσίν τινα εἰς ἡμερομηνίαν μεταγενεστέραν τῆς ὁριζομένης εἰς τὸ ἐδάφιον (γ) τῆς παρούσης παραγράφου τοιαύτης, δύναται νὰ θεωρήσῃ ταύτην ὡς ληφθεῖσαν ἐν δέοντι χρόνῳ.

στ) Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ γνωστοποιῇ ἐτησίως :

ι) Εἰς ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος προβλεπόμενον εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ποῖα εἶναι τὰ ἔτη εἰς ἃ ἀναφέρεταί τις ἅτινα ἐξελέγησαν συμφώνως πρὸς τὸ ὡς ἄνω ἐδάφιον ἢ πρὸς τὰ ἐδάφια (δ) καὶ (ε) τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ιι) Εἰς ἕκαστον συμβαλλόμενον μέρος προβλεπόμενον

εἰς τὸ ἐδάφιον (β) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου, τὴν ὁποίαν συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον τοῦτο θεωρεῖ ὡς ἀντιπροσωπεύουσαν τὰς κανονικὰς ἀνάγκας τοῦ ἐν λόγῳ Μέρους.

ζ) Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ διαβιβάσῃ τὴν γνωστοποίησιν τὴν προβλεπομένην εἰς τὸ ἐδάφιον (στ) τῆς παρούσης παραγράφου οὐχὶ ἀργότερον τῆς 15ης Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους τοῦ προηγηθέντος τῆς ἡμερομηνίας εἰς τὴν ὁποίαν ἀναφέρονται τὰ περιεχόμενα εἰς ταύτην στοιχεῖα.

4. α) Ὅσον ἀφορᾷ τὰ Κράτη τὰ ὁποῖα συγκαταλέγονται μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν τοῦτο τίθεται ἐν ἰσχύϊ αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ ἔχουσι ἐφαρμογὴν ἀπὸ τῆς 31ης Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους τὸ ὁποῖον ἕπεται τοῦ ἔτους κατὰ τὸ ὁποῖον τὸ πρωτόκολλον ἔχει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ.

β) Ὅσον ἀφορᾷ οἱονδήποτε ἕτερον Κράτος αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου θὰ τεθοῦν ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς 31ης Δεκεμβρίου τοῦ ἔτους, τὸ ὁποῖον ἕπεται τοῦ ἔτους κατὰ τὸ ὁποῖον τὸ Κράτος τοῦτο ἀπέβη μέρος τοῦ πρωτοκόλλου.

5. α) Ἐφ' ὅσον ἡ Ἐπιτροπὴ ἤθελε θεωρήσῃ τὰς περιστάσεις ἐξαιρετικάς, δύναται ὑπὸ καθορισθησομένους ὑπ' αὐτῆς ὅρους καὶ ὑπὸ καθορισθησομένην ὑπ' αὐτῆς χρονικὴν περίοδον νὰ ἀπαλλάξῃ ἓν τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἀπὸ τοῦ νὰ τηρήσῃ τὰς ὑποχρεώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὡς πρὸς τὸ ἀνώτατον ὅριον ἀποθεμάτων ὀπίου.

β) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου εἷς τινα παραγωγὸν χώραν προβλεπομένην εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 6, διαθέτει ἀποθέματα ὀπίου ὑπερβαίνοντα τὸ ἀνώτατον ὅριον τὸ ἐπιτρεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἡ Ἐπιτροπὴ κατὰ τὴν κρίσιν αὐτῆς δέον ὅπως λάβῃ ὑπ' ὄψιν της ταύτην τὴν κατάστασιν τῶν πραγμάτων ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως ἀποτρέψῃ τὸ ἐν λόγῳ Κράτος ἐκ τοῦ νὰ περιέλθῃ εἰς οἰκονομικὰς δυσχερείας αἱ ὁποῖαι θὰ προέκυπτον λόγῳ τῆς λίαν ἀποτόμου ἐλαττώσεως τῶν ἀποθεμάτων ὀπίου εἰς τὸ Ἀνώτατον ὅριον τὸ προβλεπόμενον ὑπὸ τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 6.

Διεθνὲς ἐμπόριον ὀπίου.

1. Τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται ὅπως περιορίσουν τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ὀπίου ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον δι' ἰατρικὰς καὶ ἐπιστημονικὰς ἀνάγκας.

2. α) Ἄνευ παραβιάσεως τοῦ ἄρθρου 6, παράγραφος 2, τὰ συμβαλλόμενα Μέρη δέον νὰ μὴ ἐπιτρέψωσι τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ὀπίου, πλὴν ἐκείνου τὸ ὁποῖον παράγεται εἰς οἱανδήποτε τῶν κάτωθι χωρῶν, αἱ ὁποῖαι κατὰ τὸν χρόνον τῆς πραγματοποιήσεως τῆς ἐν λόγῳ εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς θὰ ἀποτελοῦν μέλη τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

Βουλγαρία
Ἑλλὰς
Ἰνδίαι
Ἰρὰν
Τουρκία
Ἕνωσις Σοβιετικῶν Σοσιαλιστικῶν Δημοκρατιῶν.
Γιουγκοσλαυΐα.

β) Τὰ συμβαλλόμενα μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ μὴν ἐπιτρέπουν τὴν εἰσαγωγὴν ὀπίου προερχομένου ἐξ οἱασδήποτε χώρας ἡ ὁποία δὲν ἀποτελεῖ μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

3. Ἐπιφυλασσομένων τῶν Διατάξεων τοῦ ἐδαφίου (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου πᾶν συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐπιτρέψῃ ἀποκλειστικῶς καὶ μόνον διὰ τὴν εἰς τὸ ἐσωτερικὸν αὐτοῦ κατανάλωσιν, εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας του, ποσότητος ὀπίου παραχθέντος εἴς τινα ἐκ τῶν ἐδαφῶν τούτων μὴ ὑπερβαίνουσαν τὰς δι' ἕν ἔτος ἀνάγκας του.

4. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δέον ὅπως ἐφαρμόσουν ὡς πρὸς τὴν εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν ὀπίου τὸ σύστημα τῶν πιστοποιητικῶν εἰσαγωγῆς καὶ τῶν ἀδειῶν ἐξαγωγῆς, τὸ ὁποῖον προβλέπεται ὑπὸ τοῦ κεφαλαίου V τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925 ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι δὲν θὰ δύναται νὰ τύχῃ ἐφαρμογῆς τὸ 18ον ἄρθρον αὐτῆς.

Τὰ συμβαλλόμενα μέρη θὰ δύνανται ἐν τούτοις νὰ ἐπιβάλλουν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὰς εἰσαγωγὰς καὶ ἐξαγωγὰς ὀπίου ὅρους πλέον περιοριστικοὺς ἐκείνων οἱ ὁποῖοι προβλέπονται ἐν τῷ Κεφαλαίῳ V τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925.

Ἄρθρον 7.

Διάθεσις κατεσχημένου ὀπίου.

1. Ἐκτὸς ἐὰν ἄλλως ὁρίζεται ἐν τῷ παρόντι ἄρθρῳ ἅπασαι αἱ κατασχόμεναι ποσότητες ὀπίου κατὰ τὴν διάρκειαν διεξαγωγῆς παρανόμου ἐμπορίου θὰ καταστρέφωνται.

2. Πᾶν Μέρος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ προβῇ εἰς τὴν ὑπὸ τὸν ἔλεγχόν του, μετατροπὴν ἐν συνόλῳ ἢ ἐν μέρει, εἰς μὴ ναρκωτικὰς οὐσίας τῶν περιεχομένων εἰς τὸ κατασχεθὲν ὄπιον ναρκωτικῶν, ἢ ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ διαθέσῃ ἐν συνόλῳ ἢ ἐν μέρει τὸ ὄπιον τοῦτο καὶ τὰ ἐξ αὐτοῦ δυνάμενα νὰ ἐξαχθοῦν ἀλκαλοειδῆ, εἰς τοιαύτας χρήσεις ἰατρικῆς ἢ ἐπιστημονικῆς φύσεως δυναμένης νὰ γίνουν ὑπὸ τῆς Κυβερνήσεως ἢ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον αὐτῆς.

3. Πᾶσα παραγωγὸς χώρα ἀναγραφομένη εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 6 ἡ ὁποία ἀποτελεῖ μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου δύναται νὰ καταναλώσῃ καὶ νὰ ἐξαγάγῃ τὸ κατασχεθὲν ἐντὸς αὐτῆς ὄπιον ἢ τὰ ἐξ αὐτοῦ παρασκευαζόμενα ἀλκαλοειδῆ.

4. Ἡ κατασχημένη ποσότης ὀπίου ἡ ὁποία δύναται νὰ ἐξακριβωθῇ ὅτι ἔχει κλαπῇ ἐκ τινος Κρατικῆς ἢ νομίμου ἀποθήκης δύναται νὰ ἀποδοθῇ εἰς τὸν κύριον αὐτῆς.

5. Πᾶν συμβαλλόμενον μέρος τὸ ὁποῖον δὲν ἐπιτρέπει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του οὔτε τὴν παραγωγὴν ὀπίου οὔτε τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν ὀπίου, δύναται εὐθὺς ὡς λάβῃ παρὰ τῆς Ἐπιτροπῆς τὴν ἄδειαν ὅπως ἐξαγάγῃ εἰς τὸ ἔδαφος συμβαλλομένου τινὸς Μέρους τὸ ὁποῖον παρασκευάζει ἀλκαλοειδῆ ὀπίου, καθωρισμένην τινὰ ποσότητα ὀπίου κατασχεθεῖσαν ὑπ' αὐτῶν τούτων τῶν ἀρχῶν εἰς ἀντάλλαγμα ἀλκαλοειδῶν ὀπίου ἢ φαρμάκων περιεχόντων ἀλκαλοειδῆ ὀπίου ἢ εἰσέτι ἐπὶ τῷ σκοπῷ ὅπως παραγάγῃ τὰ ἀλκολοειδῆ ταῦτα πρὸς ἰδίαν ἰατρικὴν καὶ ἐπιστημονικὴν αὐτοῦ χρῆσιν.

Ἡ οὕτω ἐξαγομένη ποσότης ὀπίου δι' ἓν ὡρισμένον ἔτος δὲν πρέπει νὰ ὑπερβαίνῃ τὴν εἰς ὄπιον ποσότητα τὴν ἀντιστοιχοῦσαν εἰς τὰς ἐτησίας ἀνάγκας τοῦ ἐξάγοντος συμβαλλομένου μέρους ὑπὸ μορφὴν τόσον ἰατρικοῦ ὀπίου, ὅσον καὶ φαρμάκων περιεχόντων ὄπιον ἢ ἀλκαλοειδῶν προερχομένων ἐξ αὐτοῦ πᾶν δὲ πλεόνασμα θὰ καταστρέφεται.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ

Παροχὴ πληροφοριῶν ὑπὸ τῶν Κυβερνήσεων.

Ἄρθρον 8.

Ἐκτιμήσεις.

1. Κατὰ τρόπον ἀνάλογον πρὸς τὸν προβλεπόμενον ὑπὸ τῆς Συμβάσεως τοῦ 1931 «διὰ τὰ φάρμακα» ἕκαστον Μέρος ὑποχρεοῦται ὅπως ἀποστέλῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἐκτιμήσεως διὰ τὸ ἐπόμενον ἔτος ἀφορώσας ἓν ἕκαστον τῶν ἐδαφῶν του ἐμφαινούσας :

α) Τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου τὴν ἀναγκαιοῦσαν ἵνα χρησιμοποιηθῇ ὡς τοιαύτη διὰ τὰς ἐπιστημονικὰς καὶ ἰατρικὰς ἀνάγκας, συμπεριλαμβανομένης τῆς ποσότητος τῆς ἀναγκαιούσης διὰ τὴν βιομηχανοποίησιν σκευασμάτων ἐξαιρουμένων βάσει τοῦ ἄρθρου 8 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925.

β) Τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου τὴν ἀναγκαιοῦσαν διὰ τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν.

γ) Τὰ ἀποθέματα ἅτινα συμφώνως ταῖς διατάξεσι τοῦ ἄρθρου 5 προτίθεται νὰ διατηρήσῃ καὶ τὴν ποσότητα τοῦ ὀπίου ἥτις θὰ εἶναι ἀπαραίτητον νὰ προστεθῇ ἢ ν' ἀφαιρεθῇ ἐκ τῶν ὑφισταμένων ἀποθεμάτων ἵνα ταῦτα ἀνέλθωσιν εἰς τὸ ἐπιθυμητὸν ἐπίπεδον.

δ) Τὰς ποσότητας ὀπίου τὰς ὁποίας προτίθεται ἢ νὰ προσθέσῃ εἰς τὰ ἀποθέματα τὰ ὁποῖα πιθανὸν θὰ ἔχῃ συστήσει διὰ στρατιωτικοὺς σκοπούς, ἢ ἅτινας προτίθεται ν' ἀφαιρέσῃ ἵνα τὰς διαθέσῃ εἰς τὸ νόμιμον ἐμπόριον.

2. Διὰ τοῦ συνόλου τῶν ἐκτιμήσεων δι' ἑκάστην χώραν ἡ ἔδαφος νοεῖται τὸ σύνολον τῶν ποσοτήτων τῶν ἀναγραφομένων ἐν τοῖς ἐδαφίοις (α) καὶ (β) τῆς προηγουμένης παραγράφου, σὺν τῇ ἀναγκαίᾳ ποσότητι ἵνα τὰ ἐν τοῖς ἐδαφίοις (γ) καὶ (δ) τῆς αὐτῆς παραγράφου προβλεπόμενα ἀποθέματα ἀνέλθωσιν εἰς τὸ ἐπιθυμητὸν ἐπίπεδον, ἢ μετὰ ἀφαίρεσιν οἱασδήποτε ποσότητος ἥτις θὰ ὑπερέβαινε τὸ ἐπιθυμητὸν τοῦτο ἐπίπεδον. Αἱ περὶ ὧν πρόκειται προστιθέμεναι ἢ ἀφαιρούμεναι ποσότητες δὲν θὰ λαμβάνωνται ἐν τούτοις ὑπ' ὄψιν, εἰμὴ μόνον εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη θὰ ἔχωσι διαβιβάσει ἐμπρυθέσμως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν τὰς ἀναγκαιούσας ἐκτιμήσεις.

3. Ἕκαστον Συμβ. Μέρος τὸ ὁποῖον ἐπιτρέπει τὴν παραγωγὴν τοῦ ὀπίου, δέον νὰ ἀποστέλλῃ κατ' ἔτος εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δι ἕκαστον τῶν ἐδαφῶν του ἕνα κατὰ τὸ δυνατὸν ἀκριβῆ ὑπολογισμὸν τῆς ἐκτάσεως (εἰς ἑκτάρια) εἰς ἣν προτίθεται νὰ καλλιεργήσῃ μήκωνα διὰ τὴν παραγωγὴν ὀπίου καθὼς καὶ ὑπολογισμὸν κατὰ προσέγγισιν τῆς ποσότητος τοῦ ὀπίου ἥτις θὰ παραχθῇ βασιζομένου ἐπὶ τῆς μέσης ἀποδόσεως εἰς ὄπιον τῶν προηγουμένων πέντε ἐτῶν. Ἐὰν ἡ πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον καλλιέργεια τῆς μήκωνος ἐπιτρέπεται εἰς περισσοτέρας τῆς μιᾶς περιοχάς, αἱ πληροφορίαι αὗται δέον νὰ παρέχωνται κεχωρισμένως δι ἑκάστην τοιαύτην περιοχήν.

4. α) Οἱ εἰς τὰς παραγράφους 1 καὶ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπόμεναι ἐκτιμήσεις δέον νὰ καταρτίζωνται συμφώνως πρὸς τὸν τύπον τὸν καθοριζόμενον ἀπὸ καιροῦ εἰς καιρὸν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Ἑκάστη ἐκτίμησις δέον νὰ ὑποβάλλεται εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν κατὰ τὴν ὑπ αὐτοῦ καθορισθεῖσαν ἡμερομηνίαν. Ἡ ὁρισθεῖσα ἡμερομηνία δύναται νὰ εἶναι διαφορετικὴ διὰ τοὺς ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένους πίνακας καθὼς καὶ διὰ τοὺς προβλεπομένους ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου, τοιούτους.

Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἐπίσης, λαμβάνουσα ὑπ ὄψιν τὰς διαφόρους ἐποχὰς καθ ἃς λαμβάνει χώραν ἡ συγκομιδὴ νὰ ὁρίσῃ διαφορετικὰς ἡμερομηνίας διὰ τὴν παρὰ τῶν συμβαλλομένων μερῶν ὑποβολὴν τῶν προβλεπομένων ἐν τῇ παραγράφῳ 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐκτιμήσεων.

5. Ἑκάστη ἐκτίμησις δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ ἐκθέσεώς τινος ἐπὶ τῆς μεθόδου ἥτις ἐχρησιμοποιήθη διὰ τὸν καταρτισμὸν αὐτῆς καὶ τὸν ὑπολογισμὸν τῶν ἐν αὐτῇ ἀναγραφομένων διαφόρων ποσοτήτων.

6. Τὰ Μέρη δύνανται νὰ καταρτίζουν συμπληρωματικὰς ἐκτιμήσεις διὰ τῶν ὁποίων θὰ αὐξάνουν ἢ θὰ μειώνουν τὰς ἀρχικὰς ἐκτιμήσεις.

Αἱ ἐν λόγῳ ἐκτιμήσεις δέον νὰ ἀποστέλλωνται ἄνευ καθυστερήσεως εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ὁμοῦ μετ' ἐξηγήσεως τῶν λόγων τῶν ἐπελθουσῶν ἀλλαγῶν.

Ἐξαιρέσει τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρ. 4 καὶ παρ. 9 αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου τούτου ἐφαρμόζονται ἐπὶ τῶν συμπληρωματικῶν τούτων ἐκτιμήσεων.

7. Αἱ ἐκτιμήσεις δέον νὰ ἐξετάζωνται ὑπὸ τοῦ Ἐποπτικοῦ Ὀργάνου τὸ ὁποῖον δύναται νὰ ζητήσῃ οἱασδήποτε συμπληρωματικὰς πληροφορίας ἵνα συμπληρώσῃ ἐκτίμησίν τινα ἵνα ἐξηγήσῃ πᾶσαν ἀναφαινομένην ἐν ταύτῃ ἔνδειξιν καὶ τῇ συγκαταθέσει τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως δύναται νὰ τροποποιήσῃ τὰς ἐκτιμήσεις ταύτας.

8. Ἡ Ἐπιτροπὴ δέον νὰ ζητήσῃ διὰ τὰς χώρας ἢ ἐδάφη ἐπὶ τῶν ὁποίων τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο δὲν ἔχει ἐφαρμογήν, ἐκτιμήσεις καταρτισθείσας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

9. Ἐὰν τοιαῦται ἐκτιμήσεις ἀφορῶσαι οἱανδήποτε χώραν ἢ ἔδαφος δὲν περιέλθωσιν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν κατὰ τὴν ἐν τῷ ἐδαφίῳ β παρ. 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὁρισθεῖσαν ὑπ' αὐτῆς ἡμερομηνίαν, τὸ Ἐποπτικὸν Ὄργανον δέον νὰ καταρτίσῃ τοιαύτας ἐκτιμήσεις κατὰ τὸ δυνατόν.

10. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον νὰ μὴ ὑπερβαίνουν τὰς ἐν τῇ παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένας ἐκτιμήσεις συμπεριλαμβανομένων τῶν καθορισθεισῶν ὑπὸ τοῦ Ἐποπτικοῦ Ὀργάνου τοιούτων συμφώνως τῇ παραγράφῳ 9 τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐφ' ὅσον αὗται δὲν τροποποιηθοῦν ἐνδεχομένως ὑπὸ συμπληρωματικῶν ἐκτιμήσεων.

11. Ἐὰν ἐκ τῶν πινάκων εἰσαγωγῶν καὶ ἐξαγωγῶν τῶν ὑποβληθέντων εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δυνάμει τοῦ ἄρθρου 9 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ τοῦ ἄρθρου 22 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1925, προκύπτῃ ὅτι ἡ ἐξαχθεῖσα ποσότης ὀπίου εἴς τινα χώραν ἢ οἱονδήποτε ἔδαφος ὑπερβαίνῃ τὸ σύνολον τῶν ὁρισθεισῶν διὰ τὴν χώραν ταύτην ἢ διὰ τὸ ἔδαφος τοῦτο ἐκτιμήσεων ὡς καθορίζονται αὗται ἐν τῇ παραγράφῳ 2 τοῦ ἄρθρου τούτου αὐξηθέντος τοῦ συνόλου κατὰ τὰς διαπιστωθείσας ὡς ἐξαχθείσας ποσότητας ἡ Ἐπιτροπὴ δέον ὅπως καταστήσῃ τοῦτο ἀμέσως γνωστὸν εἰς πάντα τὰ Μέρη. Τὰ Μέρη κατὰ τὸ ἐν λόγῳ τρέχον ἔτος οὐδεμίαν θὰ δύνανται πλέον νὰ ἐπιτρέπουν νέαν ἐξαγωγὴν εἰς τὴν χώραν ταύτην ἢ τὸ ἔδαφος ἐκτός :

α) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ὑποβληθῇ διὰ τὴν χώραν ταύτην ἢ ἔδαφος συμπληρωματική τις ἐκτίμησις ἀφορῶσα τόσον τὴν ποσότητα τὴν εἰσαχθεῖσαν καθ' ὑπέρβασιν ὅσον καὶ τὴν συμπληρωματικὴν ἀπαιτουμένην τοιαύτην ἢ

β) εἰς Ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις καθ' ἃς ἡ ἐξαγωγή, κατὰ τὴν γνώμην τοῦ ἐξάγοντος Συμβαλλομένου Μέρους, εἶναι ἀπαραίτητος δι' ἀνθρωπιστικοὺς σκοποὺς ἢ διὰ τὴν θεραπείαν ἀσθενῶν.

Ἄρθρον 9.

Στατιστικαί.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον ὅπως ὑποβάλουν εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν δ' ἕκαστον τῶν ἐδαφῶν των.

α) Τὸ ἀργότερον τὴν 31ην Μαρτίου στατιστικὴν ἐπὶ τοῦ προηγουμένου ἔτους εἰς τὴν ὁποίαν θὰ ἐμφαίνωνται :

I. Ἡ ἔκτασις τῆς περιφερείας ἐπὶ τῆς ὁποίας ἐκαλλιεργήθη μήκων πρὸς συγκομιδὴν ὀπίου καθὼς καὶ ἡ ἐκ τούτου παραχθεῖσα ποσότης ὀπίου.

II. Ἡ ποσότης τοῦ καταναλωθέντος ὀπίου, ἤτοι αἱ ποσότητες ὀπίου αἵτινες ἢ παρεδόθησαν εἰς τὸ λιανικὸν ἐμπόριον ἢ ἐστάλησαν πρὸς κατανάλωσιν εἴτε εἰς νοσοκομεῖα εἴτε εἰς ἄτομα ἁρμόδια καὶ δεόντως ἐξουσιοδοτημένα εἰς τὴν ἄσκησιν τῶν ἰατρικῶν των καθηκόντων.

III. Ἡ ποσότης ὀπίου ἡ χρησιμοποιηθεῖσα διὰ τὴν παρασκευὴν ἀλκαλοειδῶν καὶ τῶν ὀπιούχων παρασκευασμάτων συμπεριλαμβανομένης τῆς ποσότητος τῆς ἀναγκαιούσης διὰ τὴν παρασκευὴν ἰδιοσκευασμάτων πρὸς ἐξαγωγὴν διὰ τὰ ὁποῖα δὲν ἀπαιτεῖται ἄδεια ἐξαγωγῆς εἴτε τὰ ἰδιοσκευάσματα ταῦτα προορίζονται διὰ τὴν εἰς τὸ ἐσωτερικὸν κατανάλωσιν ἢ δι' ἐξαγωγὴν συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῶν συμβάσεων τοῦ 1925 καὶ 1931.

IV. Ἡ ποσότης τοῦ κατασχεθέντος εἰς τὸ παράνομον ἐμπόριον καὶ δεσμευθέντος ὀπίου καὶ ὁ τρόπος διαθέσεως ταύτης.

β) Τὸ ἀργότερον τὴν 31ην Μαΐου στατιστικὴν ἐμφαίνουσαν τὰ ἀποθέματα τὰ ὁποῖα κατεῖχε κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου τοῦ προηγουμένου ἔτους. Ἡ στατιστικὴ ἡ ἀφορῶσα τὰ ἀποθέματα ταῦτα δὲν θὰ περιλαμβάνῃ τὰς ποσότητας ὀπίου τὰς ὁποίας κατέχει, Μέρος τι διὰ στρατιωτικοὺς σκοποὺς τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1953, ἀλλὰ θὰ περιλαμβάνῃ πᾶσαν ποσότητα ἥτις θὰ προσετίθετο μεταγενεστέρως εἰς τὴν περὶ οὗ πρόκειται ποσότητα ὀπίου, ἢ θὰ ἀπεσύρετο καὶ θὰ διετίθετο εἰς τὸ νόμιμον ἐμπόριον καὶ

γ) ἐντὸς τεσσάρων ἑβδομάδων ἀπὸ τοῦ τέλους τοῦ τριμήνου εἰς ἣν ἀναφέρονται, τριμηνιαίας στατιστικὰς ἐμφαινούσας τὰς εἰσαχθείσας καὶ ἐξαχθείσας ποσότητας ὀπίου.

2. Αἱ ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπόμεναι στατιστικαὶ δέον νὰ συντάσσωνται ἐπὶ ἐντύπων τὴν χρῆσιν τῶν ὁποίων προσδιορίζει ἡ Ἐπιτροπὴ καὶ κατὰ τὸν τρόπον ὃν θὰ ἐπιβάλῃ αὕτη.

3. Ἐὰν δὲν ἔχουν ἤδη πράξει τοῦτο, αἱ παραγωγοὶ χῶραι, Μέρη τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θέλουσι παράσχῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν μετὰ πάσης δυνατῆς ἀκριβείας διὰ τὸ 1946 καὶ τὰ ἑπόμενα ἔτη τὰς ἐν τῇ περιπτώσει τοῦ ἐδαφίου (α) παρ. 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφερομένας στατιστικάς.

4. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει δημοσιεύσῃ τὰς ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ προβλεπομένας στατιστικὰς ὑπὸ τὸν τύπον καὶ κατὰ τὰ χρονικὰ διαστήματα τὰ ὁποῖα θέλει κρίνῃ κατάλληλα.

Ἄρθρον 10.

Ἐκθέσεις πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον ὅπως ἀποστέλλουν εἰς τὸν Γεν. Γραμματέα τὰς κάτωθι ἐκθέσεις :

α) Ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς ὀργανώσεως καὶ τῶν καθηκόντων ἅτινα ἀνετέθησαν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 3 εἰς τὸν ἐν αὐτῷ προβλεπόμενον Ὀργανισμὸν καὶ ἐπὶ τῶν καθηκόντων ἅτινα ἀνετέθησαν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 3 εἰς ἑτέρας ἁρμοδίας ἀρχάς.

β) Ἔκθεσιν ἐπὶ τῶν νομοθετικῶν κανονιστικῶν καὶ διοικητικῶν μέτρων ἅτινα θὰ ἔχουν ληφθῇ ὑπ' αὐτῶν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ Πρωτοκόλλου.

γ) Ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπὶ τῆς λειτουργίας τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου. Ἡ ἔκθεσις αὕτη θὰ πρέπῃ νὰ συνταχθῇ συμφώνως πρὸς τὸν καθοριζόμενον ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς τύπον καὶ δύναται νὰ ἐπισυναφθῇ ἢ νὰ περιληφθῇ εἰς τὰς ἐν τῷ ἄρθρῳ 21 τῆς Συμβάσεως τοῦ 1931, προβλεπομένας ἐτησίας ἐκθέσεις.

2. Ἐπίσης τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δέον ὅπως ἀποστείλουν εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα πᾶσαν συμπληρωματικὴν πληροφορίαν ἐπὶ τῶν σημαντικῶν τροποποιήσεων τῶν ἀφορωσῶν τὰ προβλεπόμενα εἰς τὴν προηγουμένην παράγραφον θέματα.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΓ.

Διεθνῆ Μέτρα Ἐλέγχου καὶ Ἐφαρμογῆς.

Ἄρθρον 11.

Διοικητικὰ Μέτρα.

1. Διὰ νὰ ἀσκήσῃ ἔλεγχον ἐπὶ τῆς ἐκτελέσεως τῶν διατάξεων τοῦ Πρωτοκόλλου, ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ λάβῃ τὰ κάτωθι μέτρα :

α) Αἴτησιν διὰ παροχὴν πληροφοριῶν.

Ἡ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἐξουσιοδοτημένη ὅπως ζητῇ ἐμπιστευτικῶς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν πληροφορίας ἐπὶ τῆς ἐφαρμογῆς τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, νὰ προβαίνῃ δὲ πρὸς τοῦτο εἰς τὰς ἐνδεδειγμένας ὑποδείξεις πρὸς τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη.

β) Αἴτησιν διευκρινήσεων.

Ἐὰν βάσει τῶν πληροφοριῶν ἃς διαθέτει ἡ Ἐπιτροπὴ σχηματίσῃ τὴν γνώμην ὅτι εἰς μίαν οἱανδήποτε χώραν ἢ ἔδαφος δὲν τηρῆται οὐσιαστική τις διάταξις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ ὅτι ἡ εἰς ὅπιον κατάστασις ἡ ὑφισταμένη εἰς τὴν ἐν λόγῳ χώραν ἢ ἔδαφος ἀπαιτῇ διευκρινήσεις, ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ζητήσῃ ἐμπιστευτικῶς ὅπως τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέρος παράσχῃ αὐτῇ σχετικὰς ἐξηγήσεις.

γ) Ὑπόδειξις διορθωτικῶν μέτρων.

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνῃ σκόπιμον, δύναται ἐμπιστευτικῶς νὰ ἐπιστήσῃ τὴν προσοχὴν Κυβερνήσεώς τινος ἐπὶ τοῦ ὅτι αὕτη δὲν ἐξετέλεσεν ἓν τινι μέτρῳ οἱανδήποτε σημαντικὴν τινα διάταξιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ ἐπὶ καταστάσεώς τινος ἥτις ἀπὸ ἀπόψεως ὀπίου, εἶναι κατ' ἐξοχὴν μὴ ἱκανοποιητικὴ εἰς ἓν οἱονδήποτε ἐκ τῶν ὑπὸ τὴν δικαιοδοσίαν της ἐδαφῶν. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ καλέσῃ τὴν ἐν λόγῳ Κυβέρσησιν ὅπως μελετήσῃ τὴν παρ' αὐτῆς δυνατότητα υἱοθετήσεως τῶν ἀναγκαιούντων διὰ τὴν θεραπείαν τῆς καταστάσεως μέτρων.

δ) Ἐπιτόπιον ἔρευνα.

Ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνει ὅτι ἐπιτόπιος ἔρευνα θὰ συνετέλει εἰς τὴν διευκρίνησιν τῆς καταστάσεως, δύναται νὰ προτείνῃ εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην Κυβέρνησιν, ὅπως ἄτομόν τι ἢ Ἐπιτροπὴ τις ἐλέγχου τὴν ὁποίαν θὰ ὑποδείξῃ ἡ Ἐπιτροπὴ ἀποσταλῇ εἰς τὴν ἐν λόγῳ χώραν ἢ ἔδαφος. Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις αὕτη δὲν ἀπαντήσῃ ἐντὸς τεσσάρων μηνῶν ἐπὶ τῆς προτάσεως ταύτης τῆς Ἐπιτροπῆς ἡ σιωπή της θὰ ἐκληφθῇ ὡς ἄρνησις. Ἐὰν ἡ Κυβέρνησις ρητῶς συγκατατεθῇ εἰς τὴν ἔρευναν, αὕτη θὰ διεξαχθῇ ἐν συνεργασίᾳ μεθ' ὑπαλλήλων τοὺς ὁποίους θὰ ὁρίσῃ ἡ Κυβέρνησις.

2. Τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέρος εἶναι ἐξουσιοδοτημένον ὅπως τῇ μεσολαβήσει τοῦ ἀντιπροσώπου αὐτοῦ προβῇ εἰς δήλωσίν τινα ἔμπροσθεν τῆς Ἐπιτροπῆς πρὸ τῆς λήψεως ἀποφάσεώς τινος βάσει τοῦ ἐδαφίου (γ) τῆς προηγουμένης παραγράφου.

3. Αἱ λαμβανόμεναι συμφώνως τοῖς ἐδαφίοις (γ) καὶ (δ) παράγραφος 1 τοῦ ἄρθρου τούτου ἀποφάσεις, λαμβάνονται διὰ πλειοψηφίας ὅλων τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς.

4. Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ δημοσιεύῃ τὰς ἀποφάσεις αἵτινες ἔλαβεν συμφώνως τῷ ἐδαφίῳ (δ) παρ. 1 τοῦ ἄρθρου τούτου ἢ οἱανδήποτε ἄλλην σχετικὴν πληροφορίαν, ὑποχρεοῦται νὰ δημοσιεύσῃ ἐπίσης τὰς ἀπόψεις τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, ἐὰν ζητήσῃ τοῦτο ἡ ἐν λόγῳ Κυβέρνησις.

Ἄρθρον 12.

Μέτρα ἐφαρμογῆς.

1. Δημόσιαι ἀνακοινώσεις.

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ διαπιστώσῃ ὅτι ἡ μὴ ἐφαρμογὴ παρὰ Συμβαλλομένου τινος Μέρους τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου παρακωλύει σοβαρῶς τὸν ἔλεγχον τῶν ναρκωτικῶν εἰς ἓν οἱονδήποτε ἔδαφος τοῦ Μέρους τούτου, ἢ εἰς ἓν οἱονδήποτε ἔδαφος ἄλλης τινος χώρας δύναται νὰ λάβῃ τὰ κάτωθι μέτρα.

α) Δημόσιαι κοινοποιήσεις.

Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἐπιστήσῃ ἐπὶ τοῦ ζητήματος τὴν προσοχὴν ἁπάντων τῶν Μερῶν καὶ τῆς Ἐπιτροπῆς.

β) Ἕτεραι Δημόσιαι Δηλώσεις.

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνῃ ὅτι τὰ ληφθέντα ὑπ' αὐτῆς μέτρα συμφώνως τῷ προηγουμένῳ ἐδαφίῳ δὲν ἐπέφερον τὰ προσδοκώμενα ἀποτελέσματα, δύναται νὰ δημοσιεύσῃ δήλωσιν ἐν τῇ ὁποίᾳ νὰ ἀναφέρεται ὅτι Μέρος τι παρεβίασε τὰς ὑποχρεώσεις του τὰς ἀναληφθείσας ὑπ' αὐτοῦ βάσει τῶν ὅρων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἢ ὅτι ἕτερόν τι Κράτος παρημέλησε νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ἵνα παρεμποδίσῃ ὅπως ἡ κατάστασις τοῦ ὀπίου εἰς ἓν οἱονδήποτε ἐκ τῶν ἐδαφῶν του δυσχεράνῃ τὸν ἀποτελεσματικὸν ἔλεγχον τῶν ναρκωτικῶν εἰς ἓν ἢ πλείονα ἐδάφη ἐξαρτώμενα ἐξ ἄλλων Μερῶν ἢ χωρῶν.

Εἰς περίπτωσιν δημοσίας δηλώσεως ἡ Ἐπιτροπὴ ὀφείλει ἐπίσης νὰ δημοσιεύσῃ τὰς ἀπόψεις τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως ἐφ' ὅσον αὕτη ζητήσῃ τοῦτο.

2. Ἀπαγόρευσις ἔκπλου τῶν πλοίων (Embargo).

Ἐὰν ἡ Ἐπιτροπὴ διαπιστώσῃ.

α) Κατόπιν μελέτης τῶν ἐκτιμήσεων καὶ στατιστικῶν αἵτινες παρέχονται βάσει τῶν ἄρθρων 8 καὶ 9 ὅτι Μέρος τι δὲν ἐξετέλεσε τὰς ἀνειλημμένας ὑπ' αὐτοῦ ὑποχρεώσεις συμφώνως πρὸς τοὺς ὅρους τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ἕτερόν τι Μέρος παρεμποδίζει σοβαρῶς τὴν ἀποτελεσματικὴν ἐφαρμογὴν τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτοῦ ἢ (β) ὅτι ὑπὸ τὸ φῶς τῶν πληροφοριῶν ἃς κατέχει συγκεντροῦνται ὑπερβολικαὶ ποσότητες ὀπίου εἰς τινα χώραν ἢ ἔδαφός τι ,ἢ ὅτι ὑπάρχει κίνδυνος ὅπως χώρα τι ἢ οἱονδήποτε ἔδαφος ἀποβῇ Κέντρον ἀθεμίτου ἐμπορίου, δύναται νὰ συστήσῃ εἰς τὰ συμβαλλόμενα Μέρη ἀπαγόρευσιν εἰσαγωγῆς ὀπίου προερχομένου ἐκ τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἢ ἐδάφους ἢ ἐξαγωγῆς ὀπίου προοριζομένην εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην χώραν ἢ ἔδαφος ἢ συγχρόνως τῆς εἰσαγωγῆς καὶ τῆς ἐξαγωγῆς εἴτε δι' ὡρισμένην τινὰ περίοδον εἴτε ἕως ὅτου ἡ Ἐπιτροπὴ κρίνει ἱκανοποιητικὴν τὴν εἰς ναρκωτικὰ κατάστασιν τῆς ἐν λόγῳ χώρας ἢ ἐδάφους.Τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ θέσῃ τὸ ζήτημα τοῦτο πρὸ τῆς Ἐπιτροπῆς, συμφώνως πρὸς τὰς σχετικὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 24 τῆς Συμφωνίας τοῦ 1925.

3. Ὑποχρεωτικὴ ἀπαγόρευσις ἔκπλου τῶν πλοίων (Embargo).

α) Δήλωσις καὶ ἐπιβολὴ ἀπαγορεύσεως ἔκπλου τῶν πλοίων (Embargo).

Ἡ Ἐπιτροπὴ βάσει τῶν γενομένων διαπιστώσεων συμφώνως πρὸς τὰ ἐδάφη (α) ἢ (β) τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται νὰ λάβῃ τὰ κατωτέρω μέτρα.

ι) Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀναγγείλῃ τὴν πρόθεσίν της ὅπως ἐπιβάλῃ ἀπαγόρευσιν ἐπὶ τοῦ ἔκπλου πλοίων ἐκτελούντων εἰσαγωγὴν ὀπίου, προερχομένου ἐκ τῆς ἐνδιαφερομένης χώρας ἢ ἐδάφους ἢ ἐξαγωγὴ ὀπίου ὅπερ ἔχει ὡς προορισμὸν τὴν ἐνδιαφερομένην χώραν ἢ ἔδαφος, ἢ συγχρόνως ἐπὶ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ τῆς ἐξαγωγῆς ὀπίου.

ιι) Ἐὰν ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδα-

φίου (α) τῆς παρούσης παραγράφου δήλωσις δὲν ἐπιτυγχάνῃ τὴν ρύθμισιν τῆς καταστάσεως ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀπαγορεύσῃ τὸν ἔκπλουν τῶν πλοίων ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ εἰς τὰ ἐδάφια (α) καὶ (2) τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου τούτου προβλεπόμενα ὀλιγώτερον αὐστηρὰ μέτρα δὲν ἐπιτυγχάνουν τὴν ρύθμισιν τῆς καταστάσεως ἢ δὲν φαίνεται ὅτι δύναται νὰ διορθώσῃ τὴν μὴ παρέχουσαν ἱκανοποίησιν κατάστασιν. Ἡ ἀπαγόρευσις δύναται νὰ ἐπιβληθῇ εἴτε δι' ὡρισμένην χρονικήν τινα περίοδον, εἴτε μέχρις ὅτου ἡ Ἐπιτροπὴ ἱκανοποιηθῇ ἐκ τῆς ἐπικρατούσης καταστάσεως εἰς τὴν ἐνδιαφερομένην χώραν ἢ ἔδαφος. Ἡ Ἐπιτροπὴ ὀφείλει νὰ κοινοποιήσῃ ἀμέσως τὴν ἀπόφασίν της εἰς τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος καὶ τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

Ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς δέον νὰ εἶναι ἐμπιστευτικὴ καὶ ἐκτὸς ρητῆς διατάξεως τοῦ παρόντος ἄρθρου, δὲν πρέπει νὰ κοινοποιηθῇ ἕως ὅτου ἡ ἀπαγόρευσις τεθῇ ἐν ἰσχύϊ συμφώνως πρὸς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (γ) τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

ι) β) Ἔφεσις

1. Κράτος τι τὸ ὁποῖον ἀπετέλεσεν ἀντικείμενον ἀποφάσεως τινὸς ἀπαγορευούσης τὸν ἔκπλουν τῶν πλοίων δύναται, ἐντὸς 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς λήψεως ὑπὸ τοῦ Κράτους τούτου τῆς ἐν λόγῳ ἀποφάσεως νὰ γνωστοποιήσῃ ἐμπιστευτικῶς καὶ ἐγγράφως τὴν πρόθεσίν του εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ὅπως ἐφεσιβάλλῃ καὶ δύναται ἐντὸς 30 ἑτέρων ἡμερῶν ὅπως γνωρίσῃ ἐγγράφως τοὺς λόγους τῆς ἐφέσεως αὐτοῦ.

ιι) Κατὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης τῇ αἰτήσει τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως, θέλει ὁρίσῃ Ἐπιτροπὴν Ἐφέσεως ἀποτελουμένην ἐκ τριῶν τακτικῶν μελῶν καὶ 2 ἀναπληρωματικῶν τοιούτων, ἅτινα ἐκ τῆς ἁρμοδιότητός των, τῆς ἀμεροληψίας καὶ τῆς ἀνιδιοτελείας των τυγχάνουν γενικῆς ἐμπιστοσύνης. Ἐὰν ὁ Πρόεδρος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου Δικαιοσύνης πληροφορήσῃ τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅτι ἀδυνατεῖ νὰ προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν τοῦτον ἢ ἐὰν δὲν προβῇ εἰς τὸν διορισμὸν αὐτόν, ἐντὸς δύο μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν ἔλαβε τὴν πρὸς τοῦτο αἴτησιν δέον νὰ προβῇ εἰς τὸν ἐν λόγῳ διορισμόν, ὁ Γενικὸς Γραμματεύς.

Ἡ θητεία τῶν μελῶν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων θὰ εἶναι πενταετὴς καὶ δύναται νὰ ἀνανεωθῇ.

Τὰ μέλη, συμφώνως πρὸς τὰς ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ληφθησομένας ἀποφάσεις θὰ λαμβάνουν ἀποζημίωσιν μόνον κατὰ τὴν διάρκειαν τῶν Συνόδων τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων.

ιιι) Ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν περίπτωσιν ιι τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου διαδικασία ἐφαρμόζεται εἰς τοὺς διορισμοὺς τοὺς ἀποβλέποντας εἰς τὴν πλήρωσιν τῶν κενῶν θέσεων τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δέον ὅπως ἀποστείλῃ εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν ἀντίγραφα τῆς ἐγγράφου γνωστοποιήσεως ὡς ἐπίσης καὶ τῆς ἐκθέσεως τῶν λόγων τῆς Ἐφέσεως τῆς προβλεπομένης εἰς τὴν περίπτωσιν τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου καὶ ἄνευ καθυστερήσεως λαμβάνῃ μέτρα ἵνα συνέλθῃ ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐφέσεων ἐπιληφθῇ τῆς ὑποθέσεως καὶ ἀποφασίσῃ ἐπ' αὐτῆς καὶ τὰ μέλη. Ἐπίσης δέον ὅπως λάβῃ πάντα τὰ ἀπαραίτητα μέτρα διὰ τὰς ἐργασίας τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων καὶ ἀποστείλῃ εἰς τὰ Μέλη τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεων ἀντίγραφα τῆς ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς τῶν ἀναφερομένων εἰς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου κοινοποιήσεων, τῆς ἀπαντήσεως τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐὰν ὑπάρξῃ τοιαύτη, καὶ πάντων τῶν σχετικῶν ἐγγράφων.

Ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐφέσεων υἱοθετεῖ τὸν ἐσωτερικὸν κανονισμὸν αὐτῆς.

IV. Τὸ ἐφεσιβάλλον Κράτος καὶ ἡ Ἐπιτροπὴ δικαιοῦνται ὅπως ἐκθέσουν τὰς ἀπόψεις των πρὸ τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεως πρὶν ληφθῇ ὑπ' αὐτῆς ἀπόφασίς τις.

VII. Ἡ Ἐπιτροπὴ Ἐφέσεων δύναται νὰ ὑποστηρίξῃ, τροποποιήσῃ ἢ ἀκυρώσῃ τὴν ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ληφθεῖσαν ἀπόφασιν σχετικῶς μὲ τὴν ἀπαγόρευσιν ἔκπλου τῶν πλοίων.

Ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεως εἶναι ὁριστικὴ καὶ ὑποχρεωτικὴ καὶ δέον νὰ κοινοποιῆται ἀμέσως εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

VIII. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δέον ὅπως κοινοποιῇ τὴν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς Ἐφέσεως εἰς τὸ ἐφεσιβάλλον Κράτος καὶ εἰς τὴν Ἐπιτροπήν.

IX. Ἐὰν τὸ ἐφεσιβάλλον Κράτος ἀποσύρῃ τὴν ἔφεσιν, ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς δέον νὰ κοινοποιήσῃ τοῦτο εἰς τὴν Ἐπιτροπὴν Ἐφέσεων καὶ εἰς τὴν Ἐπιτροπήν.

γ) Ἐφαρμογὴ ἀπαγορεύσεως ἔκπλου τῶν πλοίων (Embargo).

ι) Ἡ συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παρούσης παραγράφου ἐπιβληθεῖσα ἀπαγόρευσις ἔκπλου τῶν πλοίων δέον νὰ τεθῇ εἰς ἰσχὺν μετὰ 60 ἡμέρας ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς ἀποφάσεως τῆς Ἐπιτροπῆς, ἐκτὸς ἐὰν κοινοποιηθῇ προσφυγή τις συμφώνως πρὸς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (β) τῆς παρούσης παραγράφου. Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην ἡ ἀπαγόρευσις δέον ὅπως τεθῇ εἰς ἰσχὺν 30 ἡμέρας μετὰ τὴν ἀνάκλησιν τῆς προσφυγῆς ἢ μετὰ τὴν ἀπόφασιν τῆς Ἐπιτροπῆς προσφυγῆς ἐγκρινούσης τὴν ὁλικὴν ἢ μερικὴν ἀπαγόρευσιν ἔκπλου τῶν πλοίων. δι' ἧς ὑποστηρίζεται ἡ ἀπαγόρευσις ἐξ ὁλοκλήρου ἢ ἐν μέρει.

ιι) Συμφώνως πρὸς τὴν περίπτωσιν ι τοῦ ἐδαφίου (γ) τῆς παρούσης παραγράφου εὐθὺς ὡς καθορισθῇ ὅτι πρέπει νὰ τεθῇ εἰς ἰσχὺν ἡ ἀπαγόρευσις, ἡ Ἐπιτροπὴ ὀφείλει νὰ γνωστοποιήσῃ εἰς ἅπαντα τὰ Μέρη τοὺς ὅρους τῆς ἀπαγορεύσεως εἰς τοὺς ὁποίους ὀφείλουν νὰ συμμορφοῦνται ταῦτα.

4. Διαδικαστικαὶ ἐγγυήσεις.

α) Αἱ λαμβανόμεναι ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ἀποφάσεις δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου δέον νὰ λαμβάνωνται διὰ πλειοψηφίας ἁπάντων τῶν ἀποτελούντων τὴν Ἐπιτροπὴν μελῶν.

β) Τὸ ἐνδιαφερόμενον Κράτος ἔχει δικαίωμα ὅπως τῇ μεσολαβήσει τοῦ ἀντιπροσώπου του προβῇ εἰς δήλωσίν τινα πρὸ τῆς Ἐπιτροπῆς πρὶν ληφθῇ ἀπόφασίς τις βάσει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

γ) Ὅταν ἡ Ἐπιτροπὴ δημοσιεύσῃ ἀπόφασίν τινα ληφθεῖσαν βάσει τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ οἱανδήποτε πληροφορίαν ἀναφερομένην εἰς ταύτην πρέπει νὰ δημοσιεύσῃ ἐπίσης τὰς ἀπόψεις τῆς ἐνδιαφερομένης Κυβερνήσεως, ἐὰν ζητήσῃ τοῦτο ἡ ἐν λόγῳ ἐνδιαφερομένη Κυβέρνησις. Ἐὰν ἡ ἀπόφασις τῆς Ἐπιτροπῆς δὲν εἶναι ὁμόφωνος, πρέπει νὰ ἐκτίθενται αἱ ἀπόψεις τῆς μειοψηφίας.

Ἄρθρον 13.

Γενικὴ ἐφαρμογή.

Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἐπίσης ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ, νὰ λάβῃ τὰ ἐν τῷ ἄρθρῳ τούτῳ προβλεπόμενα μέτρα, ἀναφορικῶς μὲ Κράτη ἅτινα δὲν εἶναι μέλη τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου καὶ ἐν σχέσει μὲ ἐδάφη εἰς τὰ ὁποῖα, βάσει τοῦ ἄρθρου 20, δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Υ.

Τελικὰ ἄρθρα.

Ἄρθρον 14.

Μέτρα ἐφαρμογῆς.

Τὰ Μέρη ὑποχρεοῦνται ὅπως λάβουν πάντα τὰ νομοθετικὰ κανονιστικὰ καὶ διοικητικὰ μέτρα τὰ δυνάμενα νὰ καταστήσουν πλήρως ἀποτελεσματικὰς τὰς διατάξεις τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 15.

Διαφοραί.

1. Τὰ Μέρη σαφῶς ἀναγνωρίζουν ὅτι τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον Δικαιοσύνης εἶναι ἁρμόδιον διὰ τὴν ἐπίλυσιν τῶν ἀφορωσῶν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον διαφορῶν.

2. Οἱαδήποτε διαφορὰ προκύπτουσα μεταξὺ τῶν Μερῶν ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἑρμηνείαν καὶ τὴν ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου ὑποβάλλεται εἰς τὸ Διεθνὲς Δικαστήριον Δικαιοσύνης πρὸς ἐπίλυσιν τῇ αἰτήσει ἑνὸς οἱουδήποτε ἐκ τῶν διϊσταμένων Μερῶν, ἐκτὸς ἐὰν τὰ ἐνδιαφερόμενα Μέρη συμφωνοῦν ὅπως ἐπιλύσουν τὰς διαφορὰς δι' ἄλλου τρόπου.

Ἄρθρον 16.

Ὑπογραφή.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον τοῦ ὁποίου τὰ εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ρωσσικὴν κείμενα εἶναι, ἐξ ἴσου, αὐθεντικά, θὰ εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς ὑπογραφὴν παρὰ παντὸς Κράτους Μέλους τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ὡς καὶ παντὸς μὴ μέλους Κράτους καλουμένου συμφώνως πρὸς τὰς δοθείσας ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς ὁδηγίας ὅπως συμμετάσχῃ εἰς τὰς ἐργασίας τῆς Διασκέψεως ἥτις συνέταξε τὸ παρὸν Πρωτόκολλον ὡς καὶ παντὸς ἑτέρου Κράτους πρὸς τὸ ὁποῖον ὁ Γενικὸς Γραμματεύς, τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου, θὰ ἔχῃ ἀποστείλει ἀντίγραφον τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 17.

Ἐπικύρωσις.

Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο δέον ὅπως ἐπικυρωθῇ. Τὰ ὄργανα τῆς ἐπικυρώσεως δέον ὅπως κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γεν. Γραμματεῖ.

Ἄρθρον 18.

Προσχώρησις.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ εἶναι ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν παντὸς Κράτους Μέλους τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ παντὸς μὴ μέλους Κράτους ἀναφερομένου εἰς τὸ ἄρθρον 14 ἢ παντὸς ἑτέρου Κράτους μὴ Μέλους εἰς ὃ ὁ Γεν. Γραμματεὺς θὰ ἔχῃ ἀποστείλει, τῇ αἰτήσει τοῦ Συμβουλίου, ἀντίγραφον τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου. Τὰ ὄργανα προσχωρήσεως δέον ὅπως κατατεθοῦν παρὰ τῷ Γεν. Γραμματεῖ.

Ἄρθρον 19.

Μεταβατικαὶ διατάξεις.

1. Ὡς μεταβατικὸν μέτρον οἱονδήποτε Κράτος δύναται, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ἔχῃ ὑποβάλει ρητὴν δήλωσιν πρὸς τοῦτο κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπ' αὐτοῦ ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, νὰ ἐπιτρέπῃ :

α) Τὴν χρῆσιν εἰς οἱονδήποτε τῶν ἐδαφῶν του, ὀπίου διὰ σκοποὺς οἰωνεὶ ἰατρικούς.

β) Τὴν παραγωγήν, εἰσαγωγὴν ἢ ἐξαγωγὴν ὀπίου διὰ παρομοίους σκοποὺς προερχόμενον ἢ προοριζόμενον δι' ἓν οἱονδήποτε Κράτος ἢ ἔδαφος τὸ ὁποῖον καθωρίσθη κατὰ τὸν χρόνον καθ' ὃν ἐγένετο ἡ ὡς ἄνω ἀναφερομένη δήλωσις, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι :

(ι) Κατὰ τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1950 ἡ χρῆσις, εἰσαγωγὴ ἢ ἐξαγωγὴ ὀπίου συνεβιβάζετο πρὸς τὰς παραδόσεις τοῦ ἐδάφους διὰ τὸ ὁποῖον ἐγένετο ἡ δήλωσις καὶ ἐπετρέποντο κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν ἐκείνην.

(ιι) Οὐδεμία ἐξαγωγὴ θὰ ἐπιτρέπεται πρὸς Κράτος τι, ὅπερ δὲν τυγχάνει μέλος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

(ιιι) Τὸ Μέρος ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως καταργήσῃ , ἐντὸς ὡρισμένης προθεσμίας ἥτις δέον νὰ καθορισθῇ ὑπὸ τοῦ Μέρους τούτου κατὰ τὸν χρόνον τῆς δηλώσεως καὶ ἥτις περίοδος ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει θέλει παραταθῇ πέραν τῶν 15 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου, τὴν χρῆσιν, παραγωγήν, εἰσαγωγὴν καὶ ἐξαγωγὴν τοῦ ὀπίου διὰ παραϊατρικοὺς σκοπούς.

2. Πᾶν Μέρος τὸ ὁποῖον ὑπέβαλε δήλωσιν τινα βάσει τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου δύναται διὰ τὴν χρονικὴν περίοδον τὴν προβλεπομένην εἰς τὴν περίπτωσιν ΙΙΙ τοῦ ἐδαφίου β' τῆς ἀναφερθείσης παραγράφου ὅπως κατ' ἔτος ἐπὶ πλέον τοῦ προβλεπομένου ἐν τῷ ἄρθρῳ 5 ἀνωτάτου ὁρίου ἀποθεμάτων, διατηρῇ ποσότητα ἀποθεμάτων ἴσην πρὸς τὴν ποσότητα τὴν καταναλωθεῖσαν διὰ παραϊατρικοὺς σκοποὺς κατὰ τὰ δύο προηγούμενα ἔτη.

3. Ὡς μεταβατικὸν μέτρον πᾶν Μέρος δύναται ἐπίσης καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι θὰ ἔχῃ προβῇ πρὸς τοῦτο εἰς σαφῆ δήλωσιν κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου του κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως, νὰ ἐπιτρέψῃ τὸ κάπνισμα ὀπίου ὑπὸ ὑπομανῶν ἢ ἡλικίᾳ τῶν ὁποίων δὲν εἶναι κατωτέρα τῶν 21 ἐτῶν καὶ οἵτινες εἶναι ἐγγεγραμμένοι πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν, τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1953 ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὸ ἐνδιαφερόμενον συμβαλλόμενον Κράτος ἔχῃ ἐπιτρέψει τὸ κάπνισμα ὀπίου τὴν 1ην Ἰανουαρίου 1950.

4. Πᾶν συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ κάνει χρῆσιν τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου τούτου προβλεπομένων μεταβατικῶν διατάξεων ὀφείλει :

α) Νὰ συμπεριλάβῃ εἰς τὴν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10, ὑποβληθησομένην εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἐτησίαν ἔκθεσιν ἐπιτελεσθεισῶν κατὰ τὸ παρελθὸν ἔτος πράξεων ἵνα ἀποβῇ ἀποτελεσματικὴ ἡ κατάργησις τῆς χρήσεως, προαγωγῆς, εἰσαγωγῆς ἢ ἐξαγωγῆς ὀπίου διὰ παραϊατρικοὺς σκοποὺς καὶ διὰ κάπνισμα.

β) Νὰ ὑποβάλῃ κεχωρισμένως ὅσον ἀφορᾷ τὸ χρησιμοποιηθέν, εἰσαχθέν, ἐξαχθὲν καὶ φυλασσόμενον διὰ παραϊατρικοὺς σκοποὺς ὀπιον καὶ τὸ χρησιμοποιούμενον ἢ φυλασσόμενον διὰ κάπνισμα τοιοῦτον ἐκτιμήσεις καὶ στατιστικὰς αἱ ὁποῖαι ὀφείλουν νὰ παρέχωνται συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 8 καὶ 9 τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου.

5. α) Ἐὰν συμβαλλόμενόν τι μέρος, τὸ ὁποῖον ἐπικαλεῖται τὰς μεταβατικὰς διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ὑποβάλῃ.

(ι) Τὴν ἐν τῷ ἐδαφίῳ (α) τῆς παραγράφου 4 προβλεπομένην ἔκθεσιν ἐντὸς 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς λήξεως τοῦ ἔτους πρὸς ὃ ἀναφέρονται αἱ περιλαμβανόμεναι εἰς ταύτην πληροφορίαι.

(ιι) Τὰς ἐν τῷ ἐδαφίῳ (β) τῆς παραγράφου 4 προβλεπομένας στατιστικάς, ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν πρέπει αὗται νὰ ὑποβληθοῦν συμφώνως πρὸς ἄρθρον 9.

(ιιι) Τὰς ἐν τῷ ἐδαφίῳ (β) τῆς παραγράφου 4 προβλεπομένας ἐκτιμήσεις, ἐντὸς τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς ὁρισθείσης ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς διὰ τὸν σκοπὸν τοῦτον ἡμερομηνίας συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 8.

Ἡ Ἐπιτροπὴ ἢ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς ἀναλόγως τῆς περιπτώσεως, δέον νὰ ἀπευθύνῃ εἰς τὸν ἐνδιαφερόμενον Μέρος ἀνακοίνωσιν ἐπὶ τῆς ἀργοπορίας του δι' ἧς θὰ ζητῇ τὴν παροχὴν πληροφοριῶν ἐντὸς περιόδου τριῶν μηνῶν ἀπὸ τῆς λήψεως τῆς γνωστοποιήσεως ταύτης.

β) Ἐὰν Μέρος τι δὲν συμμορφοῦται ἐντὸς τῆς ἀνωτέρω ταχθείσης προθεσμίας πρὸς τὴν αἴτησιν τῆς Ἐπιτροπῆς ἢ τοῦ Γεν. Γραμματέως αἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου τούτου ἐπιτρεπόμεναι μεταβατικαὶ διατάξεις δὲν θὰ ἐφαρμόζωνται πλέον εἰς τὸ συμβαλλόμενον τοῦτο Μέρος μετὰ τὴν λῆξιν τῆς προθεσμίας ταύτης.

Ἄρθρον 20.

Ρήτρα ἐδαφικῆς ἐφαρμογῆς.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον θὰ ἐφαρμόζεται εἰς πάντα τὰ μὴ αὐτόνομα , τὰ αὐτοκυβερνούμενα ὑπὸ κηδεμονίαν ἀποικιακὰ ἐδάφη καὶ ἕτερα μὴ μητροπολιτικὰ τοιαῦτα τὰ ὁποῖα Μέρος τι ἀντιπροσωπεύει ἐπὶ τοῦ διεθνοῦς πεδίου ἐκτὸς ἐὰν εἶναι ἀπαραίτητος ἡ προηγουμένη συγκατάθεσις μὴ μητροπολιτικοῦ τινος ἐδάφους δυνάμει εἴτε τοῦ Συντάγματος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἢ τοῦ μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους, εἴτε ἐθίμου.

Εἰς τὴν περίπτωσιν ταύτην τὸ συμβαλλόμενον Μέρος δέον ὅπως προσπαθήσῃ νὰ ἐπιτύχῃ ἐντὸς τοῦ βραχυτέρου χρονικοῦ διαστήματος, τὴν ἀπαιτουμένην συγκατάθεσιν τοῦ μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους καὶ ὅταν θὰ ἐπιτευχθῇ ἡ συγκατάθεσις αὕτη τὸ Μέρος ἐφείλει νὰ τὴν γνωστοποιήσῃ

εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα. Τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θὰ ἐφαρμοσθῇ εἰς τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν γνωστοποίησιν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς λήψεώς της ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως. Εἰς τὰς περιπτώσεις καθ' ἃς δὲν εἶναι ἀναγκαία ἡ προηγουμένη συγκατάθεσις τοῦ μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους, τὸ ἐνδιαφερόμενον Μέρος θὰ δηλώσῃ κατὰ τὸν χρόνον τῆς ὑπογραφῆς, ἢ τῆς ἐπικυρώσεως ἢ καὶ τῆς προσχωρήσεως εἰς ποῖον ἢ ποῖα μητροπολιτικὰ ἐδάφη ἐφαρμόζεται τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἄρθρον 21.

Ἔναρξις ἰσχύος.

1. Τὸ πρωτόκολλον τοῦτο θέλει ἰσχύσῃ μετὰ παρέλευσιν 30 ἡμερῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καταθέσεως τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως τοὐλάχιστον 25 κρατῶν, συμπεριλαμβανομένων τριῶν τοὐλάχιστον παραγωγῶν Κρατῶν ἐκ τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἐδάφιον (α) τῆς παραγράφου 2, τοῦ ἄρθρου 6 καὶ τοὐλάχιστον τριῶν ἐκ τῶν κατωτέρω χωρῶν, αἵτινες βιομηχανοποιοῦν τὸ ὄπιον.

Ὁμοσπονδιακὴ Γερμανικὴ Δημοκρατία, Βέλγιον, Ἡνωμέναι Πολιτεῖαι Ἀμερικῆς, Γαλλία, Ἰταλία, Ἰαπωνία, Κάτω Χῶραι, Ἰρλανδία, Ἡνωμένον Βασίλειον τῆς Μεγάλης Βρεττανίας καὶ τῆς Ἑλβετία.

2. Διὰ πᾶν ἕτερον Κράτος τὸ ὁποῖον καταθέτει τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως μετὰ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων τῶν ἀναγκαίων διὰ τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ Πρωτόκολλον θὰ ἰσχύσῃ μετὰ 30 ἡμέρας ἀπὸ τῆς καταθέσεως τοῦ Κράτους τούτου τοῦ ὀργάνου αὐτοῦ ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως.

Ἄρθρον 22.

Ἀναθεώρησις.

1. Πᾶν Μέρος δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ζητήσῃ ἀναθεώρησιν τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου δι' ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης εἰς τὸν Γενικὸν Γραμματέα.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ μετὰ σύμφωνον γνώμην τῆς Ἐπιτροπῆς Ναρκωτικῶν δέον ὅπως συστήσῃ τὰ ληφθησόμενα ἐν συνεχείᾳ τῆς αἰτήσεως ταύτης μέτρα.

Ἄρθρον 23.

Καταγγελίαι.

1. Μετὰ παρέλευσιν 5 ἐτῶν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου πᾶν Μέρος δύναται διὰ καταθέσεως ἐγγράφου παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ νὰ καταγγείλῃ τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

2. Ἡ ἐν τῇ παραγράφῳ 1 τοῦ ἄρθρου τούτου προβλεπομένη καταγγελία θέλει ἰσχύσῃ ἀπὸ τὴν 1ην Ἰανουαρίου τοῦ πρώτου ἔτους τοῦ ἀκολουθοῦντος τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν ἐλήφθη ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως ἡ ἐν λόγῳ καταγγελία.

Ἄρθρον 24.

Λῆξις.

Τὸ παρὸν Πρωτόκολλον παύει νὰ ἰσχύῃ, κατόπιν καταγγελιῶν κοινοποιηθεισῶν συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 23, ὁ κατάλογος τῶν Μερῶν δὲν πληροῖ πάντας τοὺς ὅρους τοῦ ἄρθρου 21.

Ἄρθρον 25.

Ἐπιφυλάξεις.

Ἐξαιρουμένων τῶν σαφῶς προβλεπομένων εἰς τὸ 19ον ἄρθρον σχετικῶς πρὸς τὰς ἐπιτρεπομένας ὑπὸ τοῦ ἄρθρου τούτου δηλώσεις καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τῶν ὑπὸ τοῦ 20οῦ ἄρθρου ἐπιτρεπομένων ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐδαφικὴν ἐφαρμογήν, οὐδὲν Μέρος ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ ἐκφράζῃ ἐπιφυλάξεις ἐπὶ οἱασδήποτε διατάξεως τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἄρθρον 26.

Κοινοποιήσεις ὑπὸ τοῦ Γεν. Γραμματέως.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει κοινοποιήσῃ εἰς πάντα τὰ Κράτη Μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν καὶ εἰς τὰ Κράτη τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 16 καὶ 18 :

α) Τὰς τεθείσας εἰς τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο ὑπογραφὰς μετὰ τὴν λῆξιν τῆς Συνδιασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἐπὶ τοῦ ὀπίου ὡς καὶ τὴν κατάθεσιν τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως καὶ προσχωρήσεως συμφώνως πρὸς τὰ ἄρθρα 16, 17 καὶ 18.

β) Πᾶν ἔδαφος τὸ ὁποῖον, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 20, συμπεριελήφθη, ὑπὸ τοῦ ἀντιπροσωπεύοντος τοῦτο Κράτους ἐπὶ διεθνοῦς πεδίου, μεταξὺ τῶν ἐδαφῶν εἰς ἃ ἐφαρμόζεται τὸ προτόκολλον τοῦτο.

γ) Τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ πρωτοκόλλου τούτου συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 21.

δ) Τὰς δηλώσεις καὶ ἀνακοινώσεις γενομένας συμφώνως πρὸς τὰς ἐν τῷ ἄρθρῳ 19 προβλεπομένας μεταβατικὰς διατάξεις καὶ τὰς ἡμερομηνίας καθ' ἃς αὗται ἐκπνέουν ἢ παύουν ἰσχύουσαι.

ε) Τὰς καταγγελίας αἵτινες ἐγένοντο συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 23.

στ) Τὰς αἰτήσεις περὶ ἀναθεωρήσεως τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 22 καὶ

ζ) τὴν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο παύει ἰσχῦον, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 24.

Τὸ Πρωτόκολλον τοῦτο, τοῦ ὁποίου τὰ εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Κινεζικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικήν, καὶ Ρωσσικὴν ἀντίγραφα εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, θέλει κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν θέλει ἀποστείλῃ ἀκριβὲς ἀντίγραφον τοῦ ἐν λόγῳ Πρωτοκόλλου εἰς πάντα τὰ Κράτη Μέλη τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, καὶ εἰς πάντα τὰ προβλεπόμενα εἰς τὰ ἄρθρα 16 , 18 καὶ 20 τοῦ Πρωτοκόλλου τούτου Κράτη.

Εἰς πίστιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον εἰς ἓν ἀντίγραφον ἐξ ὀνόματος τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών των.

Ἐγένετο ἐν Νέᾳ Ὑόρκῃ τὴν εἰκοστὴν Τρίτην Ἰουνίου 1953.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ